ÉFENSE
CCIDENT

DIRECTEUR
Maurice BARDÈCHE

Dans ce numéro :

N° 46
Prix : 120 fr.
Octobre 1957

N° 46 — 6e Année

Défense de l'Occident

OCTOBRE 1957

Revue mensuelle politique et littéraire

SOMMAIRE

DÉFENSE DE L'OCCIDENT, 51, rue de la Harpe, Paris (5e) (Bureau de la Librairie Française).

CORRESPONDANT RESPONSABLE EN BELGIQUE : M. Ossian Mathieu, 29, avenue de Woluwé, Bruxelles.

CORRESPONDANT A ALGER : M. Yves Jeanne, 8e Groupe, Bt C., boulevard Lutaud, Alger.

Abonnement. — 1 an : 1.200 fr. ; Etranger : 1 an : 1.400 fr.
Soutien : 3.000 fr. — Propagande : 5.000 fr.
C. C. P. : 2182-19 PARIS

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veuillez m'inscrire pour un abonnement de

à votre revue *DEFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du N°

NOM ....

PRENOM ....

ADRESSE ....

....

Signature

Abonnements. — 1 an : 1.200 fr.

Etranger : 1 an : 1.400 fr.

Soutien : 3.000 fr. ; propagande : 5.000 fr.

Paiement par mandat, chèque bancaire, ou virement postal adressé à : Les Sept Couleurs, 51, rue de la Harpe, Paris-5°, C.C.P. 2182 19 Paris.

LES IDÉES ET LES FAITS

REFLEXIONS SUR LE FACISME

Les rêves tombent, les rêves s'effritent, les rêves pourrissent. Mais y a-t-il quelque part une terre où les rêves se rejoignent, sinon réconciliés, du moins également las ? Une île où les naufragés de l'idéal se racontent leurs rêves ? Les Invalides de l'enthousiasme avec les petites voitures de tous ceux qui ont aimé quelque chose dans la vie ?

Quelquefois j'ai entendu de jeunes garçons chanter à mi-voix dans quelque salle désolée les beaux chants que les légions du national-socialisme martelaient sur les routes d'Europe. Ou bien, aux nuits de solstice, ils répétaient, mais comme au sabbat, d'une voix sourde, la messe interdite qui avait monté autrefois sous les étoiles. Dans la nuit qui accueille les religions mortes — et elles errent peut-être comme les âmes dans le cimetière des étoiles — d'autres fantômes étaient auprès d'eux. Il faudrait écrire un jour une descente aux enfers des illusions perdues. Les seules figures d'hommes qui me plaisent ont gardé quelque chose de ce voyage. Ceux qui ont cru que la résistance était une aventure héroïque et pure, ceux qui ont rêvé d'une France neuve et brûlante au sortir du terrible creuset, d'une Europe neuve et brûlante et toute lustrée des eaux du baptême, ils sont comme nous des mutilés de l'idéal et ils chantent comme nous les chants d'autrefois, le regard las et la bouche ironique.

⁂

Si l'on va à l'essentiel cependant et si l'on essaie de se demander quel fut le *rêve* de chacun et non *pour qui* ou *contre qui* il s'exprimait, on s'aperçoit que beaucoup de résistants et surtout les plus désintéressés, les plus purs étaient aussi peu républicains que leurs adversaires et même qu'ils étaient sans doute aussi « fascistes » que les fascistes d'en face, les malen-

tendus provenant de la présence des Allemands, bien sûr, du paternalisme réactionnaire de Vichy, et des diverses chemises bleues, noires, brunes sur lesquelles les uns et les autres s'hypnotisaient. La défaite du fascisme en Europe, elle n'est pas seulement la défaite des militants nationaux-socialistes de tous les pays, elle est tout autant dans l'inexplicable défaite des jeunes vainqueurs de la 2e D.B., dans le soudain escamotage de ces légionnaires du triomphe par le mouchoir de M. Homais et la toque de Bridoison. Que cette génération de la victoire et de la victoire politique autant que militaire ne soit représentée que par des Teitgen, des Coste-Floret, des Menthon, qu'elle ne soit éclairée que par le fantôme de Malraux, lueur pâlissante qui décroît derrière les forêts khmers, comme cela est étrange au fond. Les soldats de l'An II avaient Hoche, Lassalle, ils avaient Desaix, ils eurent Moreau, puis Bonaparte. Eux, les soldats de Leclerc, pas un nom reste, pas une statue. Aucune épée ne flamboie dans leur ciel. Leur idéal a été trahi comme le nôtre a été piétiné. Quel mystérieux vent de stérilité a donc passé sur tous ceux qui rêvaient d'un monde propre ? Il ne reste que leurs prophètes. Dans les constellations de la guerre civile, Saint-Exupéry et Bernanos brillent dans un coin de leur ciel, face à face dans la nuit à Brasillach et à Drieu. Mais pas de lendemain. Y a-t-il donc dans le fascisme un germe de mort pour que ces épis ne germent point ?

⁂

Qu'il y ait un échec *politique* du fascisme, c'est incontestable. Il suffit, pour en mesurer l'ampleur, de comparer la situation de ce qu'on pourrait appeler les forces politiques issues de l'esprit fasciste treize ans après la défaite militaire des pays fascistes avec celle du bonapartisme en 1828. Les bonapartistes possédaient alors une légende, un mythe, ils étaient appuyés par un immense courant de sympathie, ils s'identifiaient avec le libéralisme. Le fascisme d'aujourd'hui ne possède aucune de ces armes. La propagande a, au contraire, réussi à l'identifier à une vaste et obscure entreprise d'asservissement et de massacre pour laquelle la politique n'aurait été qu'un moyen. Ses chances politiques sont minimes. Dans toute l'Europe, les groupes qu'on réussit à taxer de fascisme sont éliminés l'un après l'autre de la scène politique. Déclarer qu'on est fasciste est aujourd'hui quelque chose d'aussi étrange, d'aussi archaïque que de déclarer qu'on est anarchiste. Et pourtant, l'esprit du

fascisme est aussi répandu et peut-être aussi vivace qu'avant la guerre : des centaines de millions d'hommes, et, pour commencer, une bonne partie des militants communistes, sont des fascistes raisonnant en fascistes et portant en eux, en réalité, la même image d'un pouvoir fort et propre par les chemises brunes les plus enragées.

Où est donc le malentendu ? Il est d'abord sur ce que le fascisme n'est pas. Il faudrait tout de même le dire clairement si l'on veut comprendre quelque chose. Le fascisme, ce n'est pas Pétain, ce n'est pas Vichy et son inspection des finances, c'est même tout le contraire de Vichy, ce fut même la bagarre, froide, mais continuelle, acharnée, sournoise, contre Vichy. Pour la même raison, le fascisme, ce n'est pas Franco, ce n'est pas les processions au pas de parade derrière le Saint-Sacrement, ce n'est pas l'obéissance à Mgr l'Archevêque et au directeur du grand séminaire, c'est même le contraire de tout cela c'est même présentement la bagarre, cette fois ouverte, décidée, officielle contre tout cela. Le fascisme, ce n'est pas les hiérarques, le bras tendu, le jarret avantageux, le bonnet à glands avec la poitrine bombée et la trahison au bon moment, ce fut même le contraire de tout cela dans cette petite république au bord d'un lac où Mussolini tenta de revenir, mais trop tard, à l'esprit de la Marche sur Rome et de retrouver le premier fascisme au milieu de ses premiers compagnons. Le fascisme, c'est presque en tous points le contraire de ce que les antifascistes appellent le fascisme.

Il y a certes un danger à opposer le fascisme *selon notre rêve* à ce que le fascisme fut en réalité ou passe pour avoir été. C'est pourtant par cette comparaison que nous avons le plus de chances de comprendre l'échec actuel des mouvements fascistes et des malentendus sur le fascisme.

Il y a trois choses essentielles au fascisme : c'est un régime socialiste, c'est un régime hiérarchique, c'est un régime national. Par le socialisme, il s'oppose à la puissance de l'argent dans les démocraties modernes, prend à charge la protection du travailleur et la justice sociale, établit un pouvoir contre lequel l'argent échoue parce qu'il ne repose ni sur les élections ni sur la pluralité des partis, ni sur aucun des mécanismes par lesquels les démocraties modernes se trouvent à la merci de l'argent. Un régime autoritaire est en effet le seul régime qui puisse briser la toute-puissance des intérêts privés, forger une économie complète et invulnérable même au détriment de puis-

sants groupes financiers, briser l'autorité bureaucratique, imposer des salaires justes et en même temps briser l'action des professionnels de l'agitation et de la revendication. Ce socialisme va nécessairement jusqu'à la nationalisation ou au contrôle de tranches entières de l'industrie nationale. Il a pour but de subordonner la production à la force et à la prospérité de la nation et d'assurer la distribution du revenu national aux seuls hommes qui participent effectivement au travail commun.

C'est un régime hiérarchique parce qu'il repose sur l'idée que seule une minorité consciente de l'intérêt national peut diriger la nation. Cette minorité a le privilège de décider sur les grands intérêts politiques. Mais en revanche, elle a le devoir d'être au service du peuple tout entier, de donner par sa vie privée et sa vie civique un exemple continuel, d'être au premier rang parmi les travailleurs et au premier rang également lorsqu'il s'agit des risques, des sacrifices. La société fasciste repose en principe sur le plus vieux et le plus solide des contrats qui aient existé parmi les hommes, le contrat féodal. Ce contrat, qui a régi les hommes pendant des siècles constate l'inégalité des races, des individus, des âmes. Mais il ne la constate pas pour établir la loi du plus fort. Il oblige solennellement celui qu'il classe dans la minorité dirigeante à la protection de tous les autres et à leur service. Il délègue le pouvoir pour ce qu'il comporte de dangers et de peine et non pour la jouissance de satisfactions matérielles et de privilèges sociaux. La minorité dirigeante est alors dans l'Etat un « ordre » qui est soumis aux servitudes fondamentales et aux devoirs que se sont imposés dans le passé les ordres militaires ou religieux.

Enfin le fascisme est un régime national qui se donne pour but la force de la nation parce que cette force est la seule garantie de son indépendance. Les événements récents ont fait apparaître toutefois comme une évidence qu'aucun des anciens Etats d'Europe n'était plus assez fort pour assurer seul son indépendance et que cette situation n'était pas réversible. L'indépendance de chacun des Etats européens ne peut être assurée aujourd'hui que par la constitution d'une communauté européenne. Seule cette communauté peut disposer d'une puissance économique et d'un potentiel humain qui lui permette de ne pas subir dans l'avenir la volonté des puissants blocs voisins. La vocation nationale du fascisme est donc devenue nécessairement une vocation européenne parce que seule la communauté européenne donne un sens à notre désir d'indépendance nationale.

Voilà ce que nous aurions voulu que fût le fascisme. Est-ce ce qu'il a été ?

Oui, dans quelques consciences ; rarement dans les faits. Et c'est sans doute parce que le fascisme n'a pas pu *se réaliser* et laisser des traces visibles, des traces mystiques d'une certaine grandeur humaine qu'il lui est difficile de survivre à sa défaite militaire.

Où sont nos martyrs ? Ils sont ceux que nous a donnés la répression. Ils sont nés des excès d'une vengeance aveugle, ils ont été créés par les adversaires du fascisme. Mais ils ne sont pas nés de leurs œuvres même. Ils n'ont pas laissé la trace lumineuse d'une vie exigeante, consacrée implacablement à quelque grande mission. Où sont nos actes ? Des routes, des usines, des chantiers immenses, ces pyramides et ces levées qu'on trouve dans les déserts où vécurent jadis des peuples forts ; des cathédrales de lumière que le matin faisait disparaître, des défilés et des camps après lesquels il ne restait plus qu'une terre martelée. Et dans la mémoire des hommes ? Quelle eau avons-nous donnée à leur soif ? Quelle légende douce, quel geste humain fait venir les larmes aux yeux des vieilles gens quand on pense à nous ? Ah ! quels cœurs battraient encore pour le souvenir du fascisme si les pelotons et les gibets ne lui avaient donné cette auréole qui fait oublier les fautes ? Mais nos saints, où sont-ils, et notre grandeur n'est-elle que de la terre et de la guerre, n'est-elle que la grandeur illicite des conquérants ?

Je sais bien que l'histoire n'est pas faite, je le sais autant que personne. Je sais bien qu'on a tout falsifié et que cette forme moderne de l'esclavage, la propagande, a mis nos consciences dans les fers. Je sais bien que l'héroïsme, que les sacrifices les plus durs, les plus continuels, ont été le pain quotidien de millions de jeunes Allemands, que cet héroïsme ne fut pas toujours tout militaire et que cette douceur, cette humanité que je cherche, elle a sans doute fleuri en des milliers d'actions individuelles inconnues. Mais est-ce celle du fascisme ? Des hommes qui se battent, on trouve en eux le meilleur et le pire. Mais c'est en dehors de la question.

Certes, il est difficile de juger le fascisme. Trop de faits nous ont été cachés ou travestis. Jusqu'à quel point les régimes fascistes ont-ils été socialistes ? On ne peut même pas poser la question ainsi. Jusqu'à quel point l'Allemagne hitlérienne fut-elle socialiste ? Elle l'a été certainement plus que nos cabinets à direction socialiste. L'a-t-elle été autant qu'elle pou-

vait l'être, autant qu'elle aurait dû l'être en application des vingt-et-un points du programme national-socialiste ? L'aurait-elle été surtout si l'œuvre politique de la NSDAP n'avait pas été brutalement interrompue par la guerre ? L'Italie fasciste s'est-elle laissée endormir dans la torpeur de l'autoritarisme ou a-t-elle cherché à dégager du régime corporatif une véritable hiérarchie des travailleurs ? Il est difficile, il est presque impossible de répondre honnêtement à ces questions parce que l'histoire de ce temps n'a pas été honnêtement faite. Les antifascistes nous dépeignent les régimes « fascistes » comme des empires de servitude sous lesquels les travailleurs auraient silencieusement gémi. C'est évidemment faux et absurde. Mais si ces régimes avaient fait le bonheur des ouvriers, s'ils leur avaient laissé l'impression d'avoir été comblés, aurait-il été si facile de les calomnier et seraient-ils aujourd'hui si pauvres en défenseurs ?

Là encore c'est l'hypocrisie et la faiblesse des démocraties qui donne de l'éclat au fascisme. Les démocraties augmentent les salaires mais elles ruinent la nation ; elles distribuent des gratifications à pleines mains, mais elles s'arrangent pour que la monnaie qu'elles donnent ne soit bientôt plus qu'une monnaie de singe. Un Etat bien géré qui maintient le niveau de vie et qui a une bonne trique pour les spéculateurs est plus socialiste finalement que nos démocraties qui nous mènent à la ruine et à l'indigence avec la main sur le cœur. Mais là encore, ce n'est pas *vraiment* la question.

Si nous sommes exigeants pour le fascisme, c'est parce que nous aurions voulu opposer aux démocraties non seulement un idéal, mais une expérience. Mais quand nous nous demandons si les Etats fascistes ont rempli les conditions de ce contrat féodal sur lequel ils étaient fondés, notre réponse ne peut être ni complète ni péremptoire. Ce dévouement monastique à leur pays, à sa puissance, à sa victoire, il n'est pas douteux que des hommes comme Hitler, Goebbels, Speer, et bien d'autres sous leurs ordres ne l'aient eu et leur fureur même dans les luttes, leurs mesures implacables sont explicables par leur don total d'eux-mêmes à leur pays. Mais le contrat féodal est-il seulement cela, est-il seulement d'ordre militaire ? Il est aussi d'amour, de fraternité, de justice. Or cet amour, ce sentiment fraternel, ce besoin de justice, ils n'ont pas fait défaut aux nations fascistes au combat. Qui autant que Hitler a aimé précisément « son peuple allemand », tous les hommes et les femmes et les enfants de la terre allemande et même ses forêts, ses villages, ses

animaux, quel féodal, quel chevalier, quel baron de légende a aimé plus qu'eux tout ce qui respirait dans un comté d'Allemagne et presque comme un enfant, comme un frère. Salazy, à l'instant de sa mort, entre les mains de ses bourreaux, a le calme et la beauté d'un saint. Alors pourquoi ce lendemain sans village, pourquoi le silence des peuples recouvre-t-il comme une mer ces régimes engloutis ?

La puissance de la propagande, l'écrasement du malheur et de la destruction, est-ce que cela explique tout ? S'il avait manqué quelque chose à ces régimes, peut-être un secret très humble... Ont-ils péri comme les grands rois par l'orgueil, le besoin de prestige dont leurs adversaires savent si bien se servir, par l'amour du soleil, l'ivresse de la puissance ? Je voudrais trouver chez eux cet éclair de bonté, ce sourire plein de grâce qui accompagne un amour détendu, confiant, maternel. Je voudrais de temps en temps pouvoir contempler d'eux une petite action, une toute petite action douce et touchante, un peu ridicule, comme un oiseau qu'on tient dans sa main. Il leur a manqué une sorte de grâce. Pourquoi est-ce de cela, d'une toute petite chose, que les peuples se souviennent quand la grandeur a disparu. Comment dire cela ? Avec d'immenses et belles qualités, il leur a manqué une certaine qualité d'amour.

Ces divagations ne sont pas vaines autant qu'elles le semblent. Entre quels régimes avons-nous donc présentement à choisir ? Une démocratie dont l'hypocrisie, l'impuissance et la corruption nous dégoûtent et la dictature marxiste brutale, implacable, pédante, mécanique sans âme, dont les gigantesques mâchoires nous broieraient dans l'ennui. Sur un petit air de flûte, de doux obstinés nous parlent de nos bons amis sans vouloir se rendre compte que les monarchies d'aujourd'hui ont toutes la gentillesse des démocraties. Dans ce vide de l'idéologie, combien d'hommes, de tous côtés, pensent à d'autres régimes qu'ils n'osent se nommer à eux-mêmes. On nous rendrait un grand service si l'on parvenait à exorciser nos fantômes en leur ôtant leur linceul de silence et de malédiction.

Maurice BARDÈCHE.

Un entretien avec

Jules ROMAINS

de l'Académie Française

« Ce qui nous frappe est cet aspect de réalité absolue, mais étonnamment clarifiée » écrivait déjà en 1934 Robert Brasillach à propos de ce monument des « Hommes de bonne volonté » dont il fut l'un des premiers à signaler toute la force et la beauté. Ce sont d'ailleurs cette réalité et cette clarté qui l'ont fait parfois considérer comme une sorte de document en marge de la littérature par certains critiques hâtifs. Ne prenant pas la peine de la lecture, ils n'ont su y voir la prodigieuse intelligence qui forme, disait encore Brasillach, le fond de l'œuvre, alliée à la poésie et à la sensibilité, comme on disait au XVIII[e] siècle, ou mieux à la charité. Les conversations de Jallez et de Jerphanion, les méditations de l'abbé Jeanne, la promenade du petit Bastide, la présentation de Paris à cinq heures du soir et tant d'autres moments demeurent parmi les pages les plus vraies — et par là les plus belles — de notre littérature.

C'est cet effort vers la vérité qui nous frappe également dans la pensée de Jules Romains.

— « Dès que j'ai commencé à écrire, nous dit-il aussitôt, je me suis imposé pour règle de ne jamais écrire une ligne que je ne tienne profondément pour vraie. Cela peut paraître facile, cela demande une discipline constante. Je me suis toujours interdit d'affirmer quoi que ce soit au-delà de ce dont j'étais intérieurement certain. C'est une précieuse règle de pensée pour un écrivain qui touche à la politique. Je me suis refusé par là toutes les attitudes avantageuses que tant d'écrivains adoptent au nom de leurs droits de littérateurs. Il est toujours flatteur de parler de sa conscience et de se

placer dans le domaine des principes ou des conjectures hardies. Mais en politique la responsabilité est trop grave, trop immédiate, trop directement en prise, dirais-je, sur l'esprit du lecteur et souvent sur ses actes. Et puis il y a souvent, même chez les meilleurs, beaucoup de cabotinage dans ces postures de directeur de conscience. Il faut toujours se méfier de cette pente dans un métier qui par beaucoup de côtés, il faut le dire, touche et souvent provoque au cabotinage.

Non, encore une fois, j'ai toujours préféré renoncer au plaisir d'une attitude avantageuse et méditer sérieusement sur ce qui, sans éclat, me paraissait possible, raisonnable, sur la manière qui me semblait la plus juste de tenir compte de tous les aspects *réels* d'un problème.

J'y ai gagné d'ailleurs quelque chose : c'est que je peux relire aujourd'hui tout ce que j'ai écrit, même très jeune. Je n'ai rien d'essentiel à y changer. Si je le publiais à nouveau, je modifierais parfois la forme, ou quelque détail, je mettrais ici ou là une note explicative, mais je n'aurais rien à changer au fond. Je ne suis pas sûr que tous les directeurs de conscience de notre époque puissent toujours de bonne foi en dire autant.

Et pourtant ce n'est pas que je me sois interdit les vues d'avenir, bien au contraire ! »

— *En effet, sur l'Europe notamment. A ce propos je voulais vous demander comment vous étiez venu à l'idée européenne.*

— « Très tôt. J'étais encore étudiant et j'avais déjà noué beaucoup de liens avec de nombreux pays d'Europe. Des fragments de mes premières œuvres avaient déjà été traduits dans plusieurs langues, j'entretenais des correspondances avec des lecteurs de différents pays. Enfin, dans la mesure de mes ressources d'étudiant qui n'étaient pas très importantes, j'avais voyagé le plus possible en Europe. J'avais perçu dès cette époque que l'Europe existait déjà en fait dans ses organes, dans son corps pourrais-je dire, dans sa culture aussi, qu'elle était une réalité. Ce qui lui manquait, c'étaient la conscience et la volonté de l'être. Et je pensais que c'était à lui donner cette conscience et cette volonté qu'il fallait travailler. De ce point de vue, j'ai considéré la guerre de 14-18 comme une terrible catastrophe pour l'Europe, qu'il aurait fallu éviter à tout prix. Puis dont il aurait au moins fallu provoquer, dans la paix retrouvée, l'élan vers l'unité.

Je me rappelle avoir, à cette époque, parlé avec le directeur d'un des grands journaux américains et lui avoir dit : « Au fond cette guerre est notre guerre de sécession. Vous, vous avez su, la guerre une fois terminée, en effacer très vite les traces et en faire le début de votre véritable unité et votre début de grande puissance. C'est ce bien qui, je l'espère, sortira du mal actuel. C'est à cela qu'il faut travailler et c'est à cela que vous devriez, vous Américains, nous aider. »

Ce langage l'avait vivement intéressé. Et j'ai su ensuite qu'après différentes aventures, ces idées étaient parvenues jusque dans les milieux dirigeants américains, sans pouvoir malheureusement transformer le cours des choses.

En effet la paix n'a marqué aucun progrès vers l'unité, bien au contraire. Le respect d'un faux principe des nationalités mal appliqué a conduit à cette *balkanisation* de l'Europe d'où sont sortis tant de maux. Des idées que j'avais tenté d'exposer aux Américains sur le besoin de grands ensembles, ils n'ont retenu que le mauvais côté. Ils ont sauté tout de suite à la limite — le monde et la pauvre S.D.N. sans pouvoirs — en oubliant les intermédiaires nécessaires et le principal, l'Europe.

La cause de cet échec de la paix est en grande partie dans les hommes qui l'ont faite et qui n'étaient pas à la mesure de la tâche, gigantesque, plus grande que la guerre peut-être, plus lourde de responsabilités sûrement. Clemenceau n'a pas su s'élever alors au-dessus de ses préjugés, Lloyd George était un politicien habile mais retors, Wilson n'était pas, quoiqu'on ait dit, sans de grandes qualités ; c'était un esprit généreux. Mais il a été souvent circonvenu, il a sacrifié délibérément à une idéologie politique trop sommaire.

— *Comment vous situez-vous à l'égard des idéologies politiques ?*

— « Je crois au pouvoir énorme des idéologies, à leur force d'entraînement. C'est une des graves erreurs du marxisme, que j'ai décelée très tôt, de méconnaître l'importance et la puissance des idéologies, de n'en faire que des superstructures dans la stricte dépendance des infrastructures. Or, comme je l'ai montré très tôt également, le marxisme en est la propre contradiction, puisqu'il s'est incarné d'abord dans le le pays le moins industrialisé et donc de la manière la moins conforme à la théorie marxiste. Mais le marxisme

est à son tour devenu une idéologie ayant sa vie et son développement propres et qui n'a plus de rapports nécessaires avec les infrastructures économiques ou sociales.

On voit même parfois des idéologies devenues folles, des nations plongées dans une sorte d'éréthisme idéologique qui brouille tous les problèmes et rend sourd aux arguments. »

— *L'idée européenne constitue-t-elle, à votre avis, une idéologie comme les autres ?*

— « J'ai toujours regretté — et je l'ai dit — que l'on n'ait pas su développer et utiliser la puissance mystique, et mythique, de l'idée européenne. C'était une idée puissante qu'il fallait aussitôt affirmer, auprès des jeunes générations spécialement, comme le seul espoir possible. Il fallait lui donner une vertu conquérante, et ne pas lui laisser que le confort de la prudence. Cela malheureusement n'a pas été fait et il est toujours plus difficile de le faire tardivement.

Mais, d'une autre part, l'idée européenne n'est pas tout-à-fait une idéologie comme d'autres. Je le disais, le « *monde* » de Wilson était une idée généreuse et j'y souscris bien volontiers. Mais c'est une idéologie sans *mesure*, tandis que l'Europe a une mesure et comme un corps. Elle constitue un point d'appui pour le monde, et même le principal point d'appui. Je ne pense pas seulement à une troisième force, à un équilibre, mais à une valeur indispensable en soi. »

— *Estimez-vous que les individus puissent encore jouer un rôle dans l'orientation de l'histoire ?*

— « Considérable. On a parfois dit que je méconnaissais le rôle des individus, que je n'attachais d'importance qu'aux groupes et à leur âme collective. C'est tout-à-fait faux, j'attache au contraire une importance extrême aux individus, qui peuvent à un certain moment orienter et changer le cours de l'histoire. Je vous l'ai dit pour Clemenceau, Lloyd George et Wilson, dans un sens hélas ! partiellement négatif. Dans l'autre sens, positif celui-là, ne pensez-vous pas que c'est une chance extraordinaire pour l'Allemagne d'avoir eu Adenauer pour premier chef d'Etat après la guerre. Que n'a-t-il pas évité pour son pays, et pour nous ! Que ne lui a-t-il permis d'atteindre ! Cet homme qui travaille patiemment, sans éclat, qui a le sens de la peine des hommes et de leur effort. Je suis persuadé que c'est la présence d'un tel homme à un poste-clé de gouvernement qui a, en grande partie, contribué à donner son visage à l'après-guerre.

Et Salazar, au Portugal ! J'ai eu l'occasion de le rencontrer. Comment ne pas apprécier sa modestie, son travail patient, continu et raisonnable ? Il continue d'accomplir un travail prodigieux, dans l'ombre, sans jamais se mettre en avant. C'est un de ces hommes *prudents,* au beau sens ancien, grâce auxquels le sens du réel et du possible gagne tout un peuple, grâce auxquels s'estompent la mauvaise excitation et la nervosité.

De tels hommes mettent en relief, par contraste, la faiblesse de nos gouvernements. Ceux-ci sont habitués à vivre à la petite semaine. Même ceux de nos dirigeants qui sont entrés dans la carrière politique avec d'autres vues, avec des ambitions élevées, avec le désir de travailler sur une longue distance et de réaliser une œuvre véritable — et il y en a — sont, par la force des choses, bientôt amenés à y renoncer en fait. Très vite ils ne sont plus guidés que par les opportunités, que par la nécessité de louvoyer, que par des préoccupations qui relèvent davantage de la *météorologie* que de la politique véritable. Et il ne peut pas en être autrement. Comment voulez-vous qu'un homme s'attache véritablement à une tâche qu'il est certain de ne pas pouvoir poursuivre au delà de quelques mois ? »

— *N'est-ce pas là en fait une question de régime ?*

— « Bien sûr. Mais voyez-vous, il faut peut-être se méfier des dénonciations globales. Il y a des réformes à faire. Il est certainement plus intéressant de les définir et de les proposer, que de se cantonner dans ces vues générales qui deviennent facilement à leur tour idéologiques, avantageuses et stériles. Repousser en bloc est le plus sûr moyen de ne rien obtenir. Je suis sûr que si Charles Maurras, par exemple, avait mis la même et belle combativité à atteindre des objectifs précis et pratiques, au lieu de bafouer sans nuance le régime, et de réclamer un retour impossible à un passé devenu à tort ou à raison impopulaire, il aurait eu une action plus réelle que celle qu'il a eue.

En fait, durant l'entre-deux guerres, la Droite et la Gauche ont commis toutes deux des fautes qui reposaient toutes sur la perte du sens du réel. Et malheureusement ces fautes ne se compensaient pas, mais au contraire s'additionnaient. »

— *Puis-je vous demander ce que vous pensez du problème algérien ?*

— « Ces méthodes l'indiquent. Les passions brouillent horriblement le problème, mais pour ma part, j'ai toujours tenté

de garder ce sens du réel et de tenir en vue tous les éléments du problème. Je le disais et l'écrivais encore ces jours-ci : l'essentiel est de définir *ce que l'on veut* et ce que l'on veut à longue distance. Si ces objectifs étaient bien clairs, il serait beaucoup plus aisé de se mettre d'accord sur les voies et moyens, et même d'obtenir l'effort nécessaire pour les mettre en action. Les deux éléments se retrouvent toujours : le courage et l'intelligence, c'est-à-dire, lorsque l'on fait de la politique, le désir d'agir vraiment plus que de s'écouter discourir sur l'action.

Et je ne dis pas tout cela, comme tant d'hommes de lettres, du fond de leur cabinet. J'ai été mêlé de très près à l'action politique, en ce sens que j'ai été lié d'amitié avec la plupart des grands dirigeants durant l'entre-deux guerres, et que j'ai souvent été amené à rencontrer des chefs d'Etat étrangers et à leur soumettre, quant au sort prochain du monde, des angoisses que d'ailleurs ils partageaient.

— *Retournez-vous bientôt aux Etats-Unis et a-t-on des possibilités de se faire entendre là-bas ?*

— « J'y ai beaucoup été comme vous le savez et j'y retournerai en effet peut-être bientôt. Oui, ils sont très attentifs à ce que l'on peut leur dire et très curieux des problèmes étrangers dès qu'ils sentent qu'ils leur sont honnêtement présentés. Il faut toujours se mettre à leur place et comprendre leur optique, ce n'est qu'à ce prix qu'ils font un effort pour vous comprendre vous-mêmes. Sinon ils estiment avoir à faire à un bavard, et cela ne les intéresse pas du tout.

De plus, il faut à la fois tenir compte des données concrètes des problèmes qu'on leur expose, mais tenir compte de toutes ces données. Sinon ils détectent une vue de l'esprit et se sentent mal à l'aise soit qu'on néglige les faits soit qu'on semble leur imposer une solution au nom de certains de ces faits. En somme, ils exigent à la fois réalisme et imagination, ce qui n'est pas une si mauvaise formule politique.

Mais vous savez, les Etats-Unis sont grands — et libres —, ce qui implique une grande diversité d'opinion. Il n'est pas aisé de les atteindre dans leur ensemble.

— *Croyez-vous encore, comme au temps des « Hommes de bonne volonté » à la vertu du petit nombre, à l'action et à l'efficacité possibles des petits groupes ?*

— « Certainement. Plus que jamais en un sens. Je crois d'abord à la chaîne des amitiés, à la reconnaissance de personne à personne. Et puis, je crois que c'est toujours un petit nombre qui infléchit l'histoire aux moments décisifs comme je crois que ce sont toujours des minorités qui se sont intéressées aux problèmes de l'esprit, aux problèmes généraux qui dépassent les préoccupations quotidiennes.

Mais d'autre part, je sais que les petits groupes peuvent facilement être *confisqués* au profit de certains dont il n'est pas toujours sûr que l'action soit bénéfique. La vigilance doit donc être d'autant plus grande qu'est plus grand le risque de détournement.

Je vous parlais de Salazar. L'action de celui-ci est fondée sur le réalisme, mais pas sur un réalisme étriqué, sur ce que j'appellerais un *réalisme croyant* (toute idée d'adhésion à une foi particulière étant réservée) qui laisse à l'action à la fois son enthousiasme et sa mesure. C'est sur celui-ci que je voudrais voir fonder toute politique. »

C'est sur ce mot de « réalisme croyant » que nous avons quitté M. Jules Romains. En le remerciant, nous pensions que ce mot nous convenait assez bien.

(*Entretien recueilli par Bernard VORGE*).

Les limites de l'arme absolue

Je ne sais si Khroutchev a imaginé lui-même le fracassant slogan, l' « arme absolue », dont il s'est servi pour désigner la bombe thermo-nucléaire transportée par fusée balistique à portée intercontinentale. Mais, s'il en est ainsi, cette trouvaille fait plus d'honneur à son sens publicitaire qu'à sa rigueur logique. Cela n'étonnera que les croyants communistes.

Pour qu'une arme soit légitimement qualifiée « absolue », il faudrait qu'elle fut capable d'anéantir l'adversaire ou de le paralyser durablement quelle que soit la distance où il se trouve, d'un seul coup, par surprise et sans laisser de possibilités de riposte. Or, l'engin dont on menace les U.S.A. n'est absolu ni en portée, ni dans la destruction, ni dans la surprise ; il existe, ou existera sous peu, contre lui, des parades partielles ; surtout, il déclencherait automatiquement et inéluctablement des représailles. Enfin, il y a lieu de considérer que la bombe thermonucléaire peut être transportée par un autre moyen que la fusée : l'aviation stratégique, et, si la supériorité des USA dans ce domaine est en voie de réduction, elle subsiste et bénéficie de l'atout majeur des bases périphériques installées en Europe, en Afrique du Nord, en Asie et complétées par les grands porte-avions qui sont des bases mobiles et flottantes.

I. — Portée et précision.

Si l'on considère comme parfaitement véridiques les déclarations soviétiques (ci qui peut être discuté), le fait nouveau est que : désormais, le territoire des Etats-Unis se trouve englobé par le rayon d'action (au minimum 8.000 kilomètres) de la fusée balistique dotée d'une ogive thermo-nucléaire qui vient d'être réalisée en Russie ; que cet engin a une précision comportant des possibilités d'écart de l'ordre de 10 à 20 kilomètres, très admissibles en raison de son rayon d'action destructrice et des dimensions de ses objectifs normaux (agglomérations de

plus de 100.000 habitants), mais qu'il s'agit encore d'un prototype d'essai expérimental ; or, on sait qu'il y a loin d'un prototype à la fabrication en série et que la mise au point de celle-ci peut demander des délais importants.

Les régions où seront installées les rampes de lancement des nouveaux engins, peu volumineuses, parait-il, donc peu visibles, sont néanmoins faciles à déterminer en comparant la carte avec ce qu'on sait des travaux effectués, par les Soviets, en zone arctique. Ce sont : 1) le triangle presqu'îles de Kola et de Karin-île O'Ghalla (N.-O. de la Nouvelle-Zemble) visant l'Est des U.S.A. ;

2) la presqu'île au nord du golfe d'Anadyr formant l'extrémité nord-est de l'Asie qui aurait naturellement pour objectif l'Ouest des Etats-Unis.

Le nouvel engin est bien loin de mettre en état d'infériorité, dans le domaine des actions stratégiques lointaines, l'adversaire américain. Celui-ci possède deux prototypes de fusée : l' « Atlas » et le « Titan » qui, aux points de vue de la portée et de la précision, ont des possibilités au moins égales à celles du missile soviétique ; c'est dire que, lancées par des rampes installées en Alaska et dans le nord-est des USA, elles peuvent atteindre un point quelconque de l'URSS. Si l'expérimentation de l' « Atlas » a donné des mécomptes, il y a quatre ou cinq mois, on y a, depuis, remédié ; l'achèvement du « Titan » a été poursuivi et les deux prototypes seront, avant quelques semaines, parfaitement au point. Dès mai dernier, le général James M. Gervin, chef du bureau des recherches scientifiques de l'Armée et de M. Robertson secrétaire-adjoint à la défense, ont annoncé la réalisation prochaine d'un engin de défense anti-missile capable d'anéantir une fusée balistique intercontinentale en plein vol ; cette prévision ne doit pas, maintenant, être loin de constituer une réalité. Enfin, on sait, et les Russes mieux que tous, que l'URSS est, de tous côtés, cernée par un réseau de bases permettant des « représailles massives et immédiates ». Ces bases (complétées par les grands porte-avions), déployées en cercle et échelonnées en profondeur, de l'Alaska à Okinawa, par Thullé (N.-O. du Groenland), l'Ecosse, l'Allemagne occidentale, l'Espagne, le Maroc, la Libye, la Turquie, l'Arabie Séoudite, dépendent directement du « Strategic Air Command » qui est en état d'alerte permanente, dont tous les avions sont capables de transporter des bombes nucléaires, dont un groupe complet de bombardement lourd (B 36 et B 52) est toujours en vol prêt à intervenir au premier signal, et qui dispose de fusées anti-aériennes, de fusées sol-sol téléguidées et de fusées balistiques de portées moyennes (1.000 à 2.500 kilomètres) capables de pénétrer largement dans la profondeur du territoire soviétique.

II. — Puissance, possibilités de surprise et capacités de riposte.

L'imagination d'une seule bombe atomique monstrueusement puissante, anéantissant d'un seul coup le potentiel des USA est évidemment une vue enfantine à écarter. C'est un bombardement par de nombreux missiles, adaptés à leurs objectifs particuliers du fait de leur mode d'explosion (à faible ou haute altitude ou au sol), qui pourrait se proposer un tel but. La zone d'action destructrice de chacun devrait être au moins du même ordre de grandeur que l'écart prévisible de 10 à 20 kilomètres, mais comme le rayon des effets mécaniques du souffle croît un peu moins vite que la racine cubique de la puissance, comme celui des effets radioactifs immédiats (de l'ordre d'une minute) est, en raison de l'absorption par l'air, considérablement freiné au delà d'une certaine limite et comme le nuage d'explosion qui les pourrait étendre considérablement monterait à 30 ou 40.000 mètres et deviendrait incontrôlable pour une bombe de 20 méga-tonnes ou 20.000 kilo-tonnes (c'est-à-dire correspondant à la puissance explosive de 20 millions de tonnes de trinitrotoluène), il semble que l'engin le mieux désigné pour un bombardement intercontinental serait une bombe de 10 méga-tonnes étendant ses effets mécaniques jusqu'à 16.000 mètres de chaleur jusqu'à 35.000 et de radio-activité immédiate, jusqu'à 2.500.

Pour paralyser un pays comme les Etats-Unis qui compte quelques 85 villes de plus de 100.000 habitants peuplées en tout par 37 millions et étant donné que M. Camille Rougeron, dont l'autorité est certaine, a calculé que la destruction des récoltes ukrainiennes demanderait 12 bombes et celle de la Ruhr : 5 (dont 4 au sol et 1 aérienne), on peut admettre qu'il faudrait un bombardement de l'ordre de 500 missiles. Ce bombardement devrait être effectué par surprise, de préférence sous la forme d'une unique rafale ; sinon, il déclencherait un gigantesque et stupide duel effroyablement dévastateur pour les deux adversaires mais ne comportant pas d'autre conclusion qu'un mutuel anéantissement.

Or la surprise absolue est impossible. Les fusées soviétiques, après s'être élevées jusqu'à 1.000 kilomètres, retomberaient bien à une vitesse de 25.000 kms-heure, mais elles effectueraient la plus grande partie de leur parcours à des vitesses fort inférieures et il leur faudrait plusieurs heures pour gagner leur but ; l'alerte américaine aurait été instantanément donnée par les lignes de surveillance des radars auxquelles n'aurait pu échapper le massif envol des missiles ; le « Strategic Air Command » serait entré en jeu, avec tous ses moyens, pour des « représailles massives et immédiates », avant même que la monstrueuse rafale soit arrivée à destination. Si bien que, pour pousser le rai-

sonnement jusqu'à l'absurde (on ne saurait trouver de meilleur terme en l'occurence), il pourrait se faire que les USA frappés à mort s'assurassent une revanche immédiate et posthume en anéantissant l'URSS.

L'ouverture du duel dont nous venons d'esquisser l'hallucinant schéma supposerait :

— une avance technique importante et assurée de l'agresseur, avance qui n'existe pas et ne pourrait être gagnée qu'à la faveur d'une somnolence américaine bien difficile à imaginer dans le fracas des rodomontades soviétiques,

— une surhumaine intelligence politique dans le choix de l'occasion ou une totale folie ne reculant pas devant des conséquences absurdes et des risques exorbitants.

Elle est hautement improbable et la tapageuse autant qu'insolite manière dont les adversaires éventuels se préviennent de leurs progrès respectifs dans l'ordre des moyens de bombardement intercontinentaux est la preuve la plus assurée de leur faible désir d'utiliser ceux-ci. On remarquera, du reste, qu'ils sont infiniment plus discrets et de conduite plus traditionnelle quand il s'agit des armes nucléaires tactiques, celles destinées à être utilisées sur le champ de bataille, et dont l'emploi ou cours d'un conflit futur est beaucoup plus vraisemblable comme je l'ai exposé, en Juillet et Septembre 1955, aux lecteurs de « Défense de l'Occident ».

⁂

Tant que les USA eurent le monopole de la bombe atomique, sa seule menace, son ombre portée, suffit à frapper d'inhibition l'adversaire éventuel. Depuis que l'arme nucléaire a cessé d'être un monopole, l'ampleur et l'horreur des destructions prévisibles ont découragé toute tentation d'en faire usage ; les deux menaces se sont neutralisées. C'est un phénomène qui n'est ni si nouveau qu'on le croit généralement, ni si transitoire qu'on pourrait le redouter.

La guerre, emploi violent mais non déréglé de la force, a, très vite, cessé d'être un assassinat collectif et une dévastation systématique. Depuis les origines, les groupes humains se battent non pour tuer ou détruire mais pour imposer leur volonté et il leur est souvent arrivé de limiter volontairement leurs moyens de nuire quand ceux-ci ne promettaient pas une décision tout en risquant de provoquer des représailles cruelles ou même lorsque certains actes ou moyens de lutte paraissaient devoir rendre impossibles des relations ultérieures avec un adversaire qui resterait un voisin ou un client ; ces considérations ont même joué un rôle considérable, concuramment avec les idées reli-

gieuses ou philosophiques, dans l'élaboration du droit des gens. Seuls, dans l'histoire, les grands conquérants nomades (Attila, Gengis-Khan...) ont négligé de tels prudents ménagements parce qu'ils rêvaient de réaménager leurs conquêtes pour y substituer leur mode de vie à celui des sédentaires. Or, si l'URSS s'est donnée une éthique particulière, elle a adhéré, avec enthousiasme, à la civilisation matérielle créée par l'Occident et ne saurait donc ambitionner d'anéantir systématiquement des biens qui pourraient devenir de précieux butins. Quant aux USA, ils savent que, pour avoir, en 1944-45, avec des moyens moins dévastateurs que les actuels, mené une guerre de destruction dans l'Europe de l'Ouest, il leur a fallu la reconstruire, en grande partie, à leurs frais, non pas seulement par grandeur d'âme et charité chrétienne, mais surtout pour rétablir l'équilibre économique nécessaire à leur prospérité.

Pour ma part, je ne puis évoquer la situation dans laquelle se trouvent les deux géants. russe et américain, sans que me remonte en mémoire une admirable page d'Ardent du Picq :

« L'homme ne va pas au combat pour la lutte mais pour la victoire. Il fait tout ce qui dépend de lui pour supprimer la première et assurer la seconde.

...Pendant la guerre de Crimée, un jour de grande action, au détour d'un des nombreux remuements de terre qui couvraient le sol, des soldats A et B débouchent inopinément face-à-face, à 10 pas, s'arrêtent saisis... puis..., comme oubliant leurs fusils, se jettent des pierres et reculent...

Certes, la chose est bouffone et prête à rire.

Voyons, cependant : En pleine forêt, ayant l'espace pour eux, un lion et un tigre, au détour d'un sentier, se rencontrent face-à-face ; ils s'arrêtent net, rejetés en arrière sur leurs jarrets fléchis, prêts au bond ; des yeux ils se mesurent, le grondement dans la gorge ; et les ongles crispés, le poil droit, la queue battant le sol, cou tendu, oreilles aplaties, lèvres retroussées, ils se montrent leurs crocs formidable par cette grimace terrible de menace et de... peur caractéristique des félins.

Spectateur invisible, je frissonne.

Pour le lion comme pour le tigre, la position n'est pas gaie ; un mouvement en avant et il y a mort de bête ; de laquelle ? des deux peut-être.

Doucement, tout doucement, un de ces jarrets fléchis pour le bond s'infléchissant encore, reporte le pied quelques lignes en arrière ; doucement, tout doucement, une patte de devant suit le mouvement ; après un arrêt, doucement, tout doucement, les autres jambes font de même, et les deux bêtes, insensiblement, petit-à-petit, et toujours de face, s'éloignent jusqu'au moment

où leur mutuel recul ayant mis entre elles un intervalle plus grand que le bond, lion et tigre se tournent lentement le dos et, sans cesser de s'observer, s'en vont avec cette dignité souveraine qui convient à d'aussi grands seigneurs.

J'ai cessé de frissonner, mais je ne ris pas. »

Nous n'avons pas ri non plus depuis 1950 à chaque bruyant affrontement accompagné d'insultes et de bravades homériques de l'U.R.S.S. et des U.S.A., mais les plus réfléchis frissonnent maintenant beaucoup moins. Or, l'apparition de l' « arme absolue » n'a pas affecté sensiblement l'équilibre des forces en présence ; elle n'a rien changé à l'essence de la paradoxale situation mondiale créée par la mise dans le domaine public de l'arme nucléaire ; elle a seulement précisé et accentué ses traits :

— vassalisation de fait des petites et moyennes puissances obligées de se rallier sous l'égide d'une grande détentrice de la force magique et paralysante,

— vain affrontement des deux plus grands dans un relatif équilibre encore favorable au plus pacifique.

Il n'y a pas de quoi rire, certes, mais non plus frémir, quand Khrouchtchev est en veine de fanfaronade.

Jean PERRÉ.

Lettre d'Afrique du Sud

Au Congrès des Trade-Unions, à Blackpool, début septembre, un député socialiste, sir Tom O'Brien, a une fois de plus pris à partie, sans raison apparente l'Afrique du Sud, la politique d' « apartheid » et le gouvernement de Pretoria, qu'il accusa d'être fasciste et de pratiquer un « hitlérisme déguisé ». O'Brien, qui n'est pas un communiste, lança ensuite sur un ton vengeur : « Il importe peu de condamner le bolchevisme en U.R.S.S. et la répression soviétique en Hongrie quand on voit ce qui se passe en Union sud-africaine ».

A intervalles réguliers, ainsi, des Anglais se mettent à accuser le gouvernement de l'Afrique du Sud, auquel ils reprochent son « racisme ». L'année dernière, le redondant Cassandra du « Daily Mirror » s'était déchaîné à son tour : « le mépris sauvage et grossier de Strydom pour les êtres humains est unique de ce côté-ci du rideau de fer », proclamait-il. Plus récemment, le programme de télévision « Panorama » consacré à l'Union, et réalisé par l'ancien député travailliste Woodrow Wyatt, amena de nombreuses protestations car il était « outrageusement partial ».

Mais les Anglais, dont on sait que la plupart d'entre eux — à part des chroniqueurs ignares et des politiciens voués à une démagogie professionnelle — réagissent crûment déjà devant l'invasion de leur pays par des immigrants jamaïcains ne sachant ni lire ni écrire, n'exerçant aucun métier et vivant aux crochets de la sacro-sainte sécurité sociale, ne sont pas les seuls à critiquer hypocritement le régime et la politique de l'Afrique du Sud où quelques antécédents fameux, comme la guerre des Boers par exemple, devraient suffire à les contraindre à plus de prudence dans leurs jugements.

En effet, les Américains contestent également la « suprématie blanche » sur l'Union sud-africaine. Du moins certains d'entre eux. Le pitre Adlai Stevenson, envoyé spécial de la

« Conscience universelle » et de gros milieux d'affaires U.S., s'est rendu dernièrement à Pretoria. Il a fait comprendre aux cercles gouvernementaux sud-africains que la politique d' « apartheid » constituait un obstacle au développement des échanges entre l'Union et les Etats-Unis. Il est piquant de constater que les « businessmen » que représente Stevenson, devenu voyageur de commerce après avoir été deux fois un catastrophique candidat présidentiel, ne font pas la fine bouche quand l'occasion se présente de commercer avec l'U.R.S.S. ou de pousser à la reprise des relations économiques avec la Chine rouge.

***

Un important procès a eu lieu ces mois passés à Johannesburg. Il mettait en cause environ cent cinquante hommes et femmes qui furent arrêtés en Union sud-africaine après les graves émeutes de 1952, émeutes préparées par trois mois d'exitation à la révolte et de propagande subversive, et au cours desquelles, à East London, sur la côte nord de l'Afrique du Sud, deux blancs périrent, dont une nonne catholique, missionnaire de surcroît, sœur St-Aidan, qui avait travaillé pendant des années parmi les indigènes. Ceux-ci, surexcités, revenus à la plus horrible des barbaries, placèrent son cadavre dans une automobile et y mirent le feu, puis, selon les récits de témoins oculaires qui déposèrent sous la foi du serment, dévorèrent des parties entières du corps. Le communisme avait été décrété hors-la-loi l'année précédente, mais l'enquête n'en permit pas moins d'établir l'existence de plusieurs organisations séditieuses opérant sur le territoire de l'Union.

C'est ainsi que furent révélées au grand jour, grâce au matériel saisi, les activités du « Congrès des démocrates », d'extrême gauche, dont un tract proclamait « Il faut du sang à Sophiatown ! » (la banlieue noire de Johannesburg) et un autre « Pas de liberté jusqu'à ce que le sang coule ! », et enfin un troisième « La liberté se trouve en U.R.S.S., en Chine et dans les démocraties populaires » ; les activités du « Congrès noir africain », du « Congrès indien d'Afrique du Sud », et celles d'organisations locales communistes bien connues telles que « l'Organisation mondiale de la Paix », la « Fédération internationale démocratique des femmes », sans oublier naturellement les « Amis de l'Union soviétique ». En tout, quarante-huit groupements du même acabit furent dénombrés. C'est leur travail de sape et leur propagande insi-

dieuse qui provoquèrent les incidents meurtriers de 1952 et d'autres qui éclatèrent par la suite.

Or, qui soutint en Grande-Bretagne et en Amérique les accusés, progressistes, crypto-communistes ou simplemnt sauvages attardés, du procès de Johannesburg ? Les personnalités les plus en vue nous sont connues, car elles signèrent par voie d'annonces dans la grande presse des pétitions et des appels — selon une coutume bien établie dans les milieux de gauche — en faveur des assassins de sœur St-Aidan et des provocateurs communistes. Elles comptaient, pour la Grande-Bretagne, Altrincham (le jeune lord qui souscrit à toutes les mauvaises causes), le Juif socialiste Gollancz, l'agitateur-prêtre Trevor Huddleston, grand animateur de la haine contre l'Afrique du Sud qui se fit un jour huer à Coventry, le pasteur Leslie Weatherhead, Benn Levy, le bevaniste d'extrême-gauche Tom Driberg, auteur d'un livre qui rend justice au diplomate-traître Guy Burgess, le libéral d'extrême-gauche Dingle Foot, Farold Wilson, Donald Soper et quelques autres de moindre volume.

Leurs collègues américains, signataires également d'appels pour les accusés de Johannesburg, sont principalement les mêmes qui animent « Africa Today », l'organe du Comité américain pour l'Afrique. A savoir : le reporter de gauche John Gunther, deux ou trois présidents de collèges et d'universités, le rabin Israël Goldstein, le syndicaliste Victor Reuther, la vielle Eleanor Roosevelt, l'apologue du « New Deal » Schlesinger, Norman Thomas.

Ces noms situent bien où se trouve essentiellement l'opposition haineuse à l'Union sud-africaine des deux côtés de l'Atlantique : dans les milieux de gauche, volontiers progressistes, pour qui l'égalité des races est un dogme et une vérité scientifique, pour qui encore toute « domination » blanche, où qu'elle soit, quelle qu'elle soit, dans l'Alabama, à Durban, en Guyane ou à Goa, est un crime contre cette « Conscience universelle » qu'ils s'acharnent à défendre dès que le sort d'un nègre est en jeu.

⁂

La propagande combinée de l'O.N.U., de la gauche internationale, des officines communistes spécialisées, du haut-parleur marxiste Nehru et de quelques arrivistes ou renégats préférant la négritude à la civilisation blanche, comme Alan Paton et Huddleston, ont permis de donner au monde une image complètement fausse et mensongère de la situation en Union

sud-africaine. On remarquera que cette même propagande, à laquelle il convient d'ajouter l'apport de la hideuse Eleanor Roosevelt et de la presse à gages, parvint à d'autres occasions à nous faire voir les Américains des Etats du Sud partisans de la ségrégation comme des monstres inhumains, McCarthy comme un abominable SS, Franco, Peron et d'autres, tels des ogres affamés et des dictateurs à abattre. Il faut d'ailleurs, et à regret, bien constater que cette progadande, plus efficace qu'il n'y parait, réussit souvent .

Que se passe-t-il, aujourd'hui, en Afrique du Sud ? Environ deux millions huit cent mille blancs, d'origine européenne, s'efforcent de développer un pays riche, tout en en conservant le contrôle politique, et tout en maintenant un « apartheid », plus ou moins rigoureux suivant le cas, entre eux et douze millions de noirs — Bantous et Zoulous — sans oublier quatre cent mille Hindous sur lesquels le fakir de New-Delhi exerce une certaine influence.

Les démocrates à œillères prétendent et expliquent qu'il est illogique, au nom du suffrage universel, que dix-huit Blancs puissent dominer quatre-vingt-deux citoyens de couleur. C'est en effet la proportion à laquelle on arrive. Mais le suffrage universel est un mensonge, et la plus vieille démocratie du monde, la Suisse — « démocratie-témoin », comme dit André Siegfried — ne fait pas voter les femmes. Historiquement, les Blancs d'Afrique du Sud ont autant de droits, sinon davantage, que les Bantous. L'homme blanc débarqua sur le territoire de ce qui allait devenir l'Union voici trois cents ans.

En fait, l'arrivée des colons hollandais aux XVII[e] et XVIII[e] siècles coïncida avec l'invasion par le Sud des tribus guerrières Bantous, qui elles-mêmes dépossédèrent et exterminèrent les aborigènes, en l'occurence les Bushmen et les Hottentots. « L'Afrique du Sud, écrit Desmond Burridge dans l'American Mercury » de New-York, n'est pas un territoire noir. Ni un territoire blanc. Les Blancs et les Noirs ont tous les deux eu leur part dans son développement, les premiers comme pionniers et organisateurs, les seconds fournissant la main-d'œuvre ».

Cependant, le Blanc possède assez légitimement des droits plus importants que ceux du Noir. Il faut se dire que la population Bantoue ne vient nullement à sa hauteur et qu'elle n'y parviendra pas avant de nombreuses années. En dépit des efforts du gouvernement de Pretoria, des coutumes nègres parfaitement barbares subsistent en bien des endroits de

l'Union. L'une d'elles veut par exemple qu'à l'époque des moissons, le chef de la tribu boive de la bière du crâne d'une personne fraîchement assassinée. Une autre déclare que la fertilité d'un être humain peut être « restaurée ou prolongée » en mangeant « les organes d'un corps d'homme tranchés vivant ». Pretoria a un programme d'éducation très avancé pour les Bantous en dépit des assertions fausses de la propagande démocratique. Ce sont les Blancs qui financent essentiellement l'éducation, l'hygiène, les services sociaux des Noirs par les Impôts. Proportionnellement, et n'en déplaise à MM. Nehru, Nkrumah et Bourguiba, le gouvernement de l'Union dépense par tête et pour l'éducation de la population plus que celui de toute autre contrée de l'Afrique. Le salaire moyen du Sud-Africain, Blanc ou Noir, est le plus élevé du continent. Il va de soi que la propagande démocratique ne présente pas les choses sous un jour aussi favorable. L'an dernier, soixante mille Noirs reçurent l'ordre de quitter leurs bicoques, en vertu de l' « apartheid », pour aller occuper de nouvelles maisons récemment construites, disposant d'installations sanitaires modernes, à quelque distance de là. Personne, bien entendu, ne quitte de bon cœur sa demeure. En l'occurence toutefois, il ne s'agissait pas de bicoques habitables, mais d'infâmes et crasseux taudis, contagieux par surcroît, qui menaçaient de leur vermine toute la banlieue de Johannesburg. Il s'agissait d'une mesure de salubrité publique. Or, dans la presse démocratique, ce ne furent pas les maisons toutes neuves que l'on montra au lecteur, mais la vue des infects taudis, accompagnée d'une légende circonstanciée et aussi mensongère qu'il se peut : « C'est là que l' « apartheid » les force à habiter ».

Qu'est-ce que l' « apartheid » ? John E. Holloway, ancien ambassadeur de l'Union aux Etats-Unis, l'a remarquablement expliqué : « La première syllable du mot « apartheid » a exactement la même signification qu'en anglais ou en français. Blanc et Bantous sont deux races « à part ». Apartheid signifie qu'elles doivent se développer séparément et qu'elles résoudront leurs problèmes différemment ». Holloway observait encore : « Il est clair que les conditions de chaque groupe ethnique de l'Union sont si différentes, voire opposées, qu'il n'est pas possible d'approcher de la même manière leurs problèmes respectifs ».

L' « apartheid » n'est pas un dogme, mais une politique. De même qu'une vieille servante africaine, dans sa naïve sagesse, déclare : « Mister, vous ne pouvez pas cuire viande

et poisson dans le même pot », de même G.O. Lovett, ancien directeur général de la « Native Labor Association », explique : « Une théorie largement répandue prétend que, s'il n'existait aucune « barrière de couleur », et si l'on donnait aux Noirs des droits identiques à ceux des Blancs, alors les Bantous seraient capables de se mettre à égalité avec les Européens. Ce raisonnement est fallacieux. Il y a encore des « barrières mentales » bien définies, des inégalités frappantes dans le domaine de l'esprit, qui les empêcheraient d'atteindre ce but ». Desmond Burridge, dans son texte de l' « American Mercury », cité plus haut, expose parfaitement les différences fondamentales de mentalité, de moralité, de civilisation, de coutumes et de culture entre Noirs et Blancs en Union Sud-Africaine. Dans leur majorité, les Bantous en sont demeurés au stade du meurtre rituel et de la barbarie Mau-Mau. Pourtant, et les statistiques l'attestent, les Blancs accomplissent d'énormes efforts pour remédier à cet état de choses.

La politique sud-africaine d' « apartheid » ne consiste pas, contrairement à ce que prétendent les feuilles de la démocratie internationale, à rabaisser, à opprimer et à priver de leurs droits les plus élémentaires les Bantous et les autres gens de couleur. Cette politique, mise au point par le Docteur Verwoerd, bête noire des libéraux et de la gauche progressiste, proclame que Bantous et autres gens de couleur seront progressivement « émancipés », éduqués, élevés, mais dans leur propre milieu, en évitant le brassage de races et le métissage. « Il serait absurde, note à cet égard un bulletin d'information de l'ambassade d'Afrique du Sud à Londres, de supposer par exemple qu'un Indien ne pourrait devenir l'égal d'un Français dans la dignité sans être européanisé, ou qu'un Français ne puisse devenir l'égal d'un Indien sans être asiatisé. Il est très clair que la vérité repose justement dans la direction opposée ». Mais l' « apartheid » comporte, pour les Bantous, des avantages qui ont toujours été carrément ignorés par ses adversaires. Le premier ministre Strydom l'a montré : « Des territoires importants qu'occupaient les Noirs à l'arrivée des Blancs, les meilleurs du point de vue du climat, de la pluie, de la fertilité du sol, sont restés en leur possession. Sans les restrictions imposées par l' « apartheid », les Blancs les leur auraient acheté ou pris sans autre forme de procès ».

∴

Tous les Blancs d'Union sud-africaine, que ce soient les nationalistes de Strydom ou leurs opposants du parti unifié

de Strauss, les colons allemands du Sud-Ouest, les Anglais du Natal, la communauté juive de Johannesburg (en dépit du milliardaire Harry Oppenheimer, fils et héritier de sir Ernest, « roi des diamants », qui flirte avec les progressistes) ou les Hollandais qui voudraient que l' « Afrikaans » devienne langue officielle, tous favorisent et appuient la politique « d'apartheid ». Par mégarde sans doute, James Morris a lâché dans un article du « Manchester Guardian » (23-6-57) cet aveu de taille : « La plupart d'entre nous serions partisans de la suprématie blanche si nous vivions en Afrique du Sud ».

L'Afrique du Sud, au demeurant, et avec raison, ne tolère pas que d'autres nations ou des organisations internationales viennent mettre le nez dans ses affaires. C'est ainsi que Pretoria, voici quelques années, rappela son délégué à l'O.N.U. lorsque l'assemblée des Nations dites Unies vota une enquête sur l' « apartheid ». Quelles que soient, en effet, les justifications multiples apportées à la politique raciale de l'Union, une telle enquête lui aurait naturellement donné tort : la « Conscience universelle » n'admet pas par principe qu'un nègre ne soit pas sur un pied d'égalité absolue avec un Blanc, où que ce soit, et dans n'importe quelle condition.

Lors du vote à l'O.N.U. sur l' « apartheid », Washington s'abstint. Non pas tellement par scrupule, en égard à la situation raciale des Etats-Unis, mais parce que le départ envisagé du délégué sud-africain l'ennuyait stratégiquement. En effet, à New-York, l'Union a toujours voté avec le bloc occidental ; l'absence d'une voix à ce bloc le mettait désormais à égalité, lors des scrutins, avec le bloc afro-asiatique allié aux communistes ! Mais ce ne sont évidemment pas les commentaires hostiles d'un Stevenson qui ramèneront le délégué sud-africain à l'O.N.U.

Quant à Londres, il semble qu'une attitude plus courtoise apparaisse maintenant dans ses rapports avec l'hôte de Groote Schuur. Les Britanniques se rendent bien compte que si les nationalistes du Transvaal parvenaient un jour à faire triompher leur cause — proclamer la république — le Commonwealth s'en ressentirait. Ces mêmes nationalistes réclament le rattachement à l'Union du Basutoland, du Swaziland, du Bechuanaland, et ils savent bien que, si, demain, Strydom annexe sans avertissement le Basutoland par exemple, ils ne pourraient opposer aucune résistance physique. Ils réalisent enfin que, pendant qu'ils polémiquent sur un sujet comme l' « apartheid », l'Allemagne pénètre discrètement sur le mar-

ché sud-africain : selon l' « Overseas Review », de la Barclays Bank de Londres, la République fédérale en 1956 a exporté en Union sud-africaine pour un milliard et demi de marks de marchandises, tout en lui achetant dans le même temps pour deux milliards de produits. Quant à MM. Nehru, Nkrumah et autres hérauts du marxisme internationaliste et de l'anticolonialisme lorsqu'il s'agit de réduire en miettes l'œuvre civilisatrice des Européens, qu'ils commencent par balayer devant leurs portes : le premier, agresseur au Cachemire, laisse croupir chez lui cinquante millions d'intouchables ; le second, à peine l'indépendance de Ghana proclamée, déporte tous les opposants à sa semi-dictature ; et pour les autres, mettons-leur sous les yeux cet avertissement de M. Raymond Silva, reproduit par « Europa », organe fédéraliste suisse : « Péril jaune et péril noir, sans compter le communisme qui, bien que s'assouplissant, n'a rien perdu de son venin menacent l'autonomie de nos personnes et le fondement de nos institutions ».

Pierre HOFSTETTER.

Hommage à Albert PARAZ

Une lettre de Paul SÉRANT

Cher Bernard Vorge,

Je pense que *Défense de l'Occident* va rendre hommage à Paraz. A cet hommage, permettez-moi de m'associer.

Je songe à ma quatrième et dernière rencontre avec Paraz, au printemps dernier. Il me parlait de ses déboires avec les producteurs de cinéma, avec les éditeurs, avec les directeurs de journaux. Il se sentait désarmé devant eux..

— Vous n'appartenez pas à la Société des Gens de Lettres, ou à une association quelconque qui pourrait vous conseiller ? lui dis-je.

— Je n'appartiens à rien du tout.

C'était trop évident, et ma question était stupide. Paraz ne pouvait appartenir à rien. A rien, et à personne. Le prix cruel de l'indépendance, dans un monde qui la hait plus que toute chose, il avait une fois pour toutes accepté de le payer.

Nous parlions des événements récents, et notamment de l'assassinat d'Ali Chekal par un fanatique du F.L.N.

— Ça, me dit Paraz, il y a beaucoup de gens pour en parler. Moi je n'en dirai rien. Il y a d'autres choses dont il faut que je m'occupe...

C'est ainsi qu'il concevait son rôle : parler de ce dont les autres ne voulaient pas ou n'osaient pas parler. Vous

savez ce qu'il a fait pour Céline, à l'époque où les admirateurs de celui-ci préféraient attendre que le temps passe. Mais ce qu'il a fait pour Céline, il l'a fait pour beaucoup d'autres, il l'a fait pour les plus humbles, pour les plus obscures victimes de l'épuration.

Sa position à cet égard était unique. Il ne défendait pas un régime, une politique : vous vous souvenez qu'il n'avait été ni collaborationniste, ni pétainiste. Il ne défendait pas non plus, comme le faisait Bardèche, le respect de la légitimité, l'ordre des sociétés. Il ne défendait que les victimes d'une immense imposture. Ses arguments n'étaient ni maurrassiens, ni traditionnalistes, ni fascistes : c'étaient les arguments éternels du pacifisme, en un temps où les pacifistes préféraient se renier.

Cela, je ne suis pas certain que tous ses lecteurs l'aient compris. Relisez-le, vous verrez qu'aucune équivoque n'est possible. En rouvrant ces jours-ci *Valsez saucisses*, je suis tombé sur les lignes suivantes :

« *Mein Kampf* sort du *Capital*, il en est le reflet, l'ombre, le frère. Le fanatisme des chemises brunes qui croient bâtir pour mille ans, est le même opium que celui des chemises bleues, noires, rouges, à carreaux ou à fleurs. L'horreur, c'est la certitude. Quand on est sûr qu'on travaille pour l'éternité on écrase des millions d'hommes. On ne peut pas faire à moins, Saint-Just l'a dit ».

Telle était la logique de son pacifisme. Elle lui interdisait toute vue abstraite du monde. Il aura fallu l'incroyable babélisme de l'après-guerre pour qu'on ait pu voir dans Paraz le contraire de ce qu'il était. Mais son entière liberté d'expression le rendait, dans une société telle que la nôtre, terriblement anachronique. Il irritait et il faisait peur. En dehors de ceux qu'il défendait inlassablement, deux hommes, pourtant, surent le comprendre : Bernanos et le Maréchal Juin, sans doute parce qu'ils avaient, chacun à leur manière, le même goût que lui de l'indépendance.

Ce goût se perd étrangement. La polémique à la mode procède par allusions, insinuations, citations habilement détachées du contexte, photos savamment retouchées. Cette polémique-là est souvent venimeuse, et presque toujours maussade. Avec ses invectives outrancières, ses

indignations parfois démesurées, la polémique de Paraz est au contraire toujours dominée par sa générosité et sa joie de vivre.

Il ne faudrait pas que le polémiste fasse oublier le romancier. J'espère que les critiques qui ont préféré se taire du vivant de Paraz vont rendre enfin justice à une œuvre inégale, mais surprenante, cocasse, truculente, pleine d'inventions et de vues sur toutes choses.

Mais je veux vous rappeler encore un passage de « *Valsez, saucisses* ». Paraz parle d'une de ses amies, farouche résistante qui, sur sa demande, avait caché un condamné à mort de l'épuration.

« C'est un danger social. Elle est *bonne*. La bonté à ce point ça doit être rayé de la terre. Mais cet homme, direz-vous, est peut-être un assassin ? Je ne veux pas le savoir. Elle non plus. Ça ne nous regarde pas. Qui sommes-nous pour juger ? ».

On parle volontiers du message des écrivains. Je crois que le message de Paraz est dans ces quelques lignes.

Paul SERANT.

PARAZ, mon ami

par Philippe SAINT-GERMAIN

On se résigne mal à la perte d'un ami dont la présence attachante emplissait vos heures. « *Exilés* » du Paris politique et littéraire, nous nous étions créés un monde à nous deux où les fantoches des lettres, de la presse, de la politique s'agitaient tel qu'en eux-mêmes.

Chaque matin, pendant une heure et au grand désespoir des postières vençoises, nous occupions une ligne téléphonique pour ce qu'il appelait « notre conférence de presse ». Assis dans son lit, ses adversaires étalés sur ses couvertures, Paraz commentait avec causticité cette presse quotidienne qui le navrait, d'abord, pour son insuffisance intellectuelle.

— « Ce sont des ignorants, ils savent même pas écrire ».

Souvent Paraz s'amusait à corriger, en marge, la copie de ces messieurs. Ce franc-tireur des lettres avait la passion de l'écriture honnête. Il était demeuré ce charmant conteur du XVIIIe qui nous a laissé « *Remous* » et « *Vertiges* », un Diderot sensible, enthousiaste, naïf, au jugement sur, percutant, imagé.

— « Les conards, tu as lu le papier de Jean Daniel ? Mais c'est la fessée pour un tel « Jeanfoutre », et il éclatait.

« *L'Express* » avait priorité dans ses explosions et je l'ai vu manifestement navré le jour où Gradis, las de solder la soustraction quotidienne des Servan Schreiber, décida de limiter les frais.

— « Tu te rends compte, tous les jours c'était du gâteau. Dis donc, tu peux pas leur trouver un commanditaire chez les industriels de droite ? ».

Après ses adversaires, ses amis :

« *Rivarol* », une conspiration réactionnaire lui avait toujours fait sauter le meilleur de son article.

« *C'est-à-Dire* », « Tu te rends compte, je signe à côté de Bloch-Morange ». Enfin, son courrier fidèle reflet de ses colères, de ses inquiétudes, de ses fidélités.

Pour tromper son impatience d'allongé, Paraz écrivait beaucoup et la vie venait à lui par correspondance, des lettres de Céline, de Juin, bien sûr, des lettres de tous ses amis, de partout, d'inconnus.

Ces derniers temps « l'affaire Céline » l'avait heurté aux nôtres. Sans cesse il m'en parlait et sa fidélité, moins aveugle que P. A. Cousteau le pense, était émouvante. Il aurait aimé parce que j'étais un de ceux dont L.-F. Céline a romancé le drame, emporter ma conviction. Et quand je lui offris d'interviewer Céline pour « *C'est-à-Dire* », la joie l'envahit.

Je le revoie, dans son lit, entouré de toutes les coupures de presse évoquant « l'affaire », heureux jusqu'à l'émotion, les yeux étonnés devant cette bande magnétique qui allait confondre les détracteurs de son ami et maître. Une de ses dernières joies de lutteur. Cette confrontation avec « l'écrivain maudit », ce choc de deux nature dont il attendait trop

— « *L'Express*, son procès, *Bagatelle*, les prisons... ».

Ferdinand répondait

— « Charlemagne, le *Voyage*, les vacances, Gallimard... ».

⁂

On ne décrit pas Paraz. Il vous envahissait, vous cahotait par le bouillonnement de son intelligence, de sa culture, de son esprit.

La radio était devenue un rite dans sa vie depuis le jour où il avait découvert que, pour en faire la chronique, il valait tout de même mieux écouter la « TE. SE. FE » comme il disait. Montre en mains, il rompait la conversation à l'heure du bulletin d'information :

— « Ecoute... on va rigoler... Ils sont tellement con... ».

La télévision l'irritait :

— « Les entendre... encore... mais les voir. »

Il souriait avec cette douceur enfantine dans ce beau visage d'homme. Le sourire de Paraz était une de ses armes. On y lisait l'ironie, l'affection, la poésie, jamais la haine. Ce féroce était un tendre, un naïf, un sentimental et je me souviens de cette phrase jetée du Train Bleu qui le ramenait de sa dernière aventure parisienne :

— « Je rentre, mon vieux, si ça continue et qu'on me les présente tous je ne pourrai plus engueuler personne.

Au-delà des canulards rabelaisiens, des « *Petrouchka* » et autre « *Fille du tonnerre* », Paraz était un homme du monde avec qui le démocratique et libéral député-maire de Vence ne dédaignait pas discuter.

Paraz se passionnait pour la politique parce que son esprit critique ne supportait ni la médiocrité, ni la bêtise. Traquant la sottise, l'illégalité, l'injustice, la mauvaise foi chez tous les professionnels de la politique, Paraz était un juriste qui n'ignorait rien de la Constitution, du règlement et du fonctionnement des Assemblées représentatives. Ce souci de l'analyse faisait de lui un censeur impitoyable de l'incohérence du régime et peut-être le seul spécialiste de la légalité républicaine !

La célébration « kahnoise » de la Pâque cinématographique lui avait inspiré son dernier canulard :

Surgi derrière le micro de la Radiodiffusion Nationale, traqué par les caméras de télévision, Paraz, entouré d'un grappe de starlettes le prenant pour Mike Todd, faisait son entrée dans le hall du Festival au bras de la marraine de « *Valsez Saucisses* », sa chère Arletty.

Une dernière image. Le Maréchal Juin était venu le surprendre à Vence. Paraz, malgré la fatigue qui creusait son visage depuis son dernier voyage à Paris, avait tenu à lui rendre cette visite, en assistant à Nice, à la conférence du Maréchal sur la Défense de l'Europe.. Le spectacle de ce Maréchal négligeant ministre, députés, prince de l'Eglise, pour discuter passionnément de l'Europe au bras de cet anti-militariste libertaire de la vieille époque, aurait ravi l'échotier du « Canard enchaîné ».

Et puis l'échéance tragique... Sa dernière visite que je ne peux plus oublier. Il recevait des amis africains, il avait tenu à me les présenter. Il est vif, spirituel, passionné, blagueur... Quelques heures plus tard, sa voix au fil... Il avait oublié de me parler de « *Défense de l'Occident* »... Bardèche, Benoist-Méchin... Ce sont ses dernières paroles, sa dernière lecture.

Là où la mort devait figer à jamais cette dernière « Grande Gueule », c'est le cahier rouge de « *Défense de l'Occident* » tombé de ses mains qui marque, pour moi, son ami, le passage.

Philippe SAINT-GERMAIN.

Le dernier texte

d'Albert PARAZ

Voici le dernier texte que nous ayons reçu de notre ami Albert Paraz. Il nous est aujourd'hui tout spécialement émouvant en nous montrant l'incomparable sens de la liberté qu'il aura conservé jusqu'à son dernier souffle. C'est pour nous un honneur de savoir que « Défense de l'Occident » ait été sa dernière lecture.

L'Affaire Sade. Compte rendu du procès de Jean-Jacques Pauvert.

La plaidoirie de Me Maurice Garçon est très décevante. Il s'était fait remarquer en publiant une brochure anonyme qui prouve qu'il n'avait rien compris au travail de Pierre Louys sur Corneille, et avait entrepris de démontrer que Louis XIV est l'auteur de l'œuvre de Molière. Ce genre d'argument est bas. Il bafoue le travail des chercheurs comme Pierre Louys, Abel Lefranc pour Shakespeare, ou Couchoud pour Jésus. Personne n'a le droit d'annuler en quelques lignes et par des facéties le labeur de toute une vie. Cela fait trop penser aux attaques contre la gravitation de Galilée, la circulation d'Harvey ou les microbes de Pasteur.

⁂

La preuve que Pauvert a raison d'éditer Sade, c'est que personne ne l'a lu, même parmi les témoins. Cocteau se déshonore en le déclarant ennuyeux, et d'un style faible ! Pauvre Cocteau ! Quand sera-t-il capable d'écrire une phrase comme celle qui est mentionnée dans les attendus du jugement. Et qu'y connaît-il ? ? Que ferait-il d'un pucelage, lui qui ne conçoit d'extase que dans le regard d'un déménageur ?

Georges Bataille s'est laissé parfaitement envelopper par le président et finissait par lui donner raison. Seul Jean Paulhan a été un peu à la hauteur, mais il avait beaucoup mieux à faire.

On n'est jamais assez agressif avec ces gens-là. C'est moi qu'ils auraient dû appeler. Au début j'étais, moi aussi, décontenancé devant le tribunal mais je commence à avoir l'habitude. J'aurais exigé de connaître le nom des crétins anonymes qui composent cette infâme « Commission du Livre » et ne craignent pas, en 1957, de faire interdire et saisir en France des œuvres éditées librement depuis 140 ans et traduites dans toutes les langues.

Il fallait demander au président si après avoir lu Sade il s'était senti envahi par la lubricité, la bestialité, la coprophilie, et s'il avait eu envie de couper le Substitut en morceaux.

Personne n'a compris et fait remarquer l'énorme humour du marquis de Sade. Quel diable d'homme ! Oh, il est dangereux le bougre ! Il s'est amusé à ameuter les Parisiens en braillant à la veille du 14 juillet 1789, d'une fenêtre de la Bastille :

— On égorge les prisonniers, peuple de Paris, tu ne laisseras pas acomplir de telles infamies.

C'est de ce jour-là que datent nos malheurs !

Le divin marquis a passé vingt-sept ans en prison pour avoir fessé une fille, ce qui lui coûta 2.400 livres !

J'aurais demandé combien il y avait de personnes dans la salle qui n'accepteraient de se faire fesser dix fois pour ce prix-là, deux millions d'aujourd'hui !

On conçoit l'amertume de Sade et ses attaques contre l'ordre établi.

C'est dans une intention édifiante qu'il écrivait ses excès qui rebutent à la fois Cocteau, Me Garçon et le président.

« Pour quelle raison n'aurais-je pas le droit, moi son « père, de couper ma fille en morceaux alors que je lui « ai donné la vie et que j'y éprouve un chatouillement lascif, « alors que le roi fait tuer mille hommes par pure bêtise « et qu'il n'a aucun de ces deux excuses ? »

On pense à Guy Mollet et Christion Pineau envoyant des soldats français à Suez et que personne ne pense à traiter d'assassins !

« Il n'est de crime à rien, s'écrie Sade, il n'en est aucun « qui n'ait été couronné ! »

« Les plus grands scélérats sont honorés, moi au moins je « ne demande pas que le peuple chante mes louanges, il « faut verser trop de sang pour cela ! »

On pense à Einstein, responsable de la bombe atomique, à Truman, à Churchill, à Staline !

⁂

En vérité, on ne comprend pas la stupidité des francs-maçons, des penseurs de l'Union Rationaliste qui auraient dû êtres les premiers à protester contre la condamnation du marquis de Sade.

Non seulement ils sont bêtes, mais encore ils sont illettrés. Et pour couronner le tout, ils sont moraux. Ou ils se croient moraux.

Vraiment il est absurde et dégradant de condamner une édition complète, à tirage limité, des œuvres du Marquis de Sade, réservée aux érudits et aux chercheurs, alors que les passages que le Substitut trouvent obcènes ou immoraux seront toujours recopiés par les élèves des lycées, ce qui d'ailleurs, selon Freud, doit les « défouler » en leur apprenant que leur imagination et leurs rêves n'ont rien de monstrueux.

C'est tout de même une grande chose pour une littérature, d'avoir un visionnaire qui, étudiant les détours du cœur de l'homme et de ses instincts puisse se vanter de n'avoir jamais été dépassé, d'être allé jusqu'au bout de ses découvertes. C'est la marque des vrais créateurs que de ne laisser derrière soi que des suiveurs.

Une lettre de Louis-Ferdinand CÉLINE

Nous avons reçu la lettre suivante de Louis-Ferdinand Céline, dans laquelle il fait le point de ses positions actuelles. Sur celles-ci, la discussion est bien sûr possible, mais ce qui nous est impossible c'est oublier qu'une haine tenace poursuit toujours Louis-Ferdinand Céline et qu'il en fut assurément la victime.

B. V

Cher ami,

1° Je n'ai touché ni un millon, ni un centime de « *L'Express* », ni de n'importe quel journal.

2° A ce propos, je voudrais bien, comme le Père Ubu, être ministre de l'Intérieur pendant huit jours pour le plaisir solitaire de me faire communiquer les dossiers de tous les journaux, droite, centre et gauche... Cela seul est intéressant dans un journal, son dossier à l'Intérieur.

3° J'entends beaucoup de bafouillages sur ma lâcheté, mon manque total de dignité, etc, etc... pour moi, tous brouets d'impuissances et de jalousies. Ces petits peigne-chose oublient ou veulent oublier que je suis engagé volontaire classe 12 — ils étaient encore dans les mollets de leurs grands-pères ! — que je suis médaillé militaire de novembre 14, réformé 75 %, que *Bagatelles* est de 37 ! Où étaient-ils et qu'écrivaient-ils en 37, ces puceaux ?

4° Qu'en ce moment, ils feraient bien mieux de batailler pour l'*Amnistie* (dont ils se foutent pas mal), que pour l'Algérie, tout-à-fait hors de leurs imbéciles jacasseries.

5° Antisémitisme ? Eh, mais les idiots, sclérosés débiles ! Aucune différence pour l'Epurateur russe ou chinois, entre Rebatet, moi, Lévy... Est-ce ma faute si le monde marche ? Tous ces petits retraités tiennent à leur job... « pas de vagues ! ».

6° Ils me menacent à présent des mémoires de Ménétrel... manœuvre de lancement d'un livre sans doute apocryphe. Ces petits impuissants sont capables de tout. Ce qu'ils racontent déjà dans l'annonce est archi-faux. Mais vous faire perdre votre temps est la grande œuvre de ces stériles...

Bien amicalement à vous.

L.-F. CELINE.

ETUDE

La vraie présence de Charles MAURRAS

par Michel MOURRE

« C'est un abri et un bouclier que la lumière ; elle est impénétrable aux curiosités du commun. Les mystères qu'elle recouvre ne seront jamais profanés. Je lui ai confié les miens. Vous les verrez voilés de la pure clarté de leur évidence... ». Lorsqu'il écrit ces lignes, dans la préface de son Chemin de Paradis, Charles Maurras a vingt-six ans. Son unique affaire, désormais, sera de reconnaître le champ de l'action possible, efficace. Très vite, la trentaine à peine dépassée, toutes les idées-forces de sa doctrine seront dénombrées et ordonnées. Qu'on n'attende pas de lui des journaux intimes ou des épanchements épistolaires, assurances pourtant non négligeables des renommées d'hommes de lettres. Ce furieux qui afflige les députés conservateurs, ce personnage mal noté sur les fiches de police, est l'héritier de quatre générations d'employés des bureaux de Contributions de Roquevaire et de Martigues. Comme son père et son grand-père, il va gravement remplir une fonction d'Etat. Son journal est, à ses yeux, un service public. Délégué du pays réel à la Presse, et ponctuel, chaque minuit, à l'imprimerie, il sait de tradition familiale qu'on ne doit pas mêler le sentiment et les soucis individuels aux questions de service. C'est ce qu'il appelle être réaliste. Seulement, après les heures de travail, l'interminable Politique enfin tombée au marbre, quelles compagnes obscures l'attendent, en son logis de célibataire désordonné,

> ...Dans les angoisses du matin,
> Quelle nuit lente use ta force ?

Ayant voulu passionnément être un maître, il ne cessa de cacher le trouble de son âme comme une maladie honteuse. Dans la dédicace de son premier livre à Amouretti, citée plus haut, il avait donne congé à sa jeunesse. Quand il lui arrivera par la suite de l'évoquer, par exemple dans **Au Signe de Flore**, ce sera uniquement pour sa valeur exemplaire et utile : non pas la jeunesse réelle et particulière de cet homme nommé Charles-Marie-Photius Maurras, mais bien plutôt la jeunesse abstraite, typifiée, d'un esprit des années 1890, une sorte de témoin politique qu'on consulte comme un document d'époque, avec tous les semblants de l'indifférence, une menue pièce dans le fameux arsenal de l' « empirisme organisateur », rien de plus.

Ce détachement apparrent, cette instinctive censure de tout trait d'autobiographie un peu personnelle, étaient sans doute chez Maurras effets de la pudeur d'un écrivain convaincu de sa responsabilité et craignant de troubler par le seul récit de ses propres troubles passés ; mais, combien plus encore, de la part d'une personnalité aussi passionnée et aussi nerveuse, obsédée par la mort, mais tragiquement privée de toute espérance religieuse, une pathétique tentative de salut. En séparant sa doctrine de sa vie, en posant son œuvre dans sa mûre solidité, hors du temps et du devenir créateur, Maurras organisait très consciemment son **immortalité subjective,** la seule concevable à un disciple de Comte. « **Aucune origine n'est belle,** écrira-t-il un jour, **la beauté véritable est au terme des choses** ». Ainsi nous parlera-t-il souvent de ses parents, de ses maîtres, de ses premières amitiés ou haines littéraires, mais si peu, ou si vaguement, de ses balbutiements d'écrivain débutant. Jamais Maurras ne laisse entrer dans sa cuisine — ce qui lui fait le plus grand tort auprès d'une génération littéraire plus intéressée par les brouillons des écrivains que par leurs œuvres.

A-t-on d'ailleurs fait ressortir assez l'étrange épreuve de cet artiste amoureux des grandes formes éternelles et dévoré par le plus périssable des métiers, celui du journalisme quotidien ? Ainsi ce familier de l'**Odyssée,** de l'**Enéide,** de la **Divine Comédie,** nous a laissé une œuvre immense, **mais pas un livre,** les plus intéressants de ses volumes n'étant que des recueils d'articles ou de courts essais, alourdis à chaque réédition par l'in-

forme cortège des discours préliminaires, postfaces, appendices, notes, etc...

Portant ainsi non seulement le poids de l'échec métaphysique de ses vingt ans, mais aussi, au plus vif de son génie créateur, l'angoisse de l'inachevé, de l'imparfait, en un mot du mortel, Maurras a mis son masque, il s'est caché dans la lumière de son système, selon le projet avoué dans la préface du **Chemin du Paradis.** Aucun écrivain peut-être n'a été aussi seul que ce personnage public entouré d'amis, de collaborateurs, de disciples et d'hommes de main. Bien des hommes vivent encore, qui ont approché Maurras quotidiennement pendant les quarante dernières années de sa vie : lequel d'entre eux peut nous raconter autre chose que des anecdotes concernant toujours sa vie extérieure, lequel peut se vanter d'avoir reçu du « maître » la confidence, ne serait-ce qu'esquissée et voilée, de quelque secret, non pas de vie sentimentale, qui ne nous regarde point, mais d'âme ?

⁂

C'est donc à l'œuvre qu'il faut en revenir, à ses régions encore mal explorées, comme vient de le faire avec patience et originalité M. Léon S. Roudiez, citoyen américain, mais tout français de langue et de culture. Son **Maurras jusqu'à l'Action française,** récemment paru aux éditions André Bonne, devrait être lu par tous ceux qui regrettent que le temple des raisons maurrassiennes ait pris avec les années un aspect de séminaire austère, aux fenêtres closes. A la suite de M. Roudiez, ils découvriraient un Maurras « en marche », pressé par des impatiences de jeune conquérant ; ils verraient comment ce logicien frénétique a longtemps cherché sa voie dans le doute et l'angoisse ; ils reconnaîtraient enfin que si cet esprit est parvenu à s'établir dans des certitudes, c'est après s'en être emparé de vive force, et moins par raison que par volonté, par une tension de toutes ses forces instinctives révoltées contre l'absurde. C'est l'histoire d'une jeunesse que M. Roudiez a voulu écrire, c'est donc l'histoire d'une guerre.

Lorsque furent rassemblés les éléments de son **Dictionnaire politique,** l'auteur avait exigé qu'à l'exception de son premier

article, paru en février 1886 dans les **Annales de philosophie chrétienne,** n'y figurât aucun texte antérieur à 1895. C'était là tirer un trait sur quelque dix années de sa vie. De son arrivée à Paris, en automne 1886, à l'âge de dix-huit ans, jusqu'à cette date de 1895, le jeune Provençal sans fortune n'avait vécu en effet que de journalisme. Plusieurs centaines d'articles, la matière de quelques volumes, reposaient ainsi dans les collections de la **Revue Encyclopédique,** de **L'Observateur français,** de la **Gazette de France,** du **Soleil,** de **La Plume,** de **La Réforme sociale,** etc., jusqu'à ce que M. Roudiez en entreprenne le dépouillement. Son livre est donc une synthèse de toute l'évolution intellectuelle, littérature, politique de Maurras jusqu'aux approches de la trentième année, et, comme notre critique cite abondamment, comme à la Sainte-Beuve, c'est aussi une petite anthologie, une sorte de « Maurras par lui-même », tout à fait insolite, et qui faisait jusqu'ici complètement défaut.

Opposer le Maurras de 1890 au Maurras 1900 serait une entreprise stérile et sotte. La dignité de l'auteur d'**Anthinéa** ne risque d'ailleurs aucun dommage de la révélation de ses premiers articles de critique littéraire. Ce garçon de vingt ans, qui voulait réhabiliter Nerval et Villiers de l'Isle Adam, qui saluait Gide dès les **Cahiers d'André Walter** et, venant de lire les premiers poèmes de Valéry, prophétisait que celui-ci « **saura se servir de son art et sortira de cette virtuosité pure où s'attardent ses amis** », ne montrait-il pas une assez fière lucidité ?

Toute carrière littéraire débute pourtant par des influences et du plagiat. Celle de Maurras n'y a pas échappé. Dans les années 90 il s'appliquait de toute évidence à plier son style aux musiques à la mode, celle de Renan (il en restera encore beaucoup dans les contes du **Chemin de Paradis**), celle de Lemaître. « **Ce ne sont que des impressions sincères notées avec soin** », écrit ce dernier à la première page de sa célèbre série des **Contemporains.** De même, le Maurras de 1888, que cherche-t-il dans les œuvres d'un art ? « **Un écho de nos propres sentiments, de nos rêves, de nos désirs, de nos besoins et de nos volontés. Nous ne comprenons rien que nous ne l'ayons éprouvé...** ». Et, un peu plus tard, voulant louer Anatole France, rencontré sur le quai de la gare d'Agen un jour d'août 1890, et dont il vient de lire **Thaïs,** il ne trouve décidément rien de meilleur que ce

compliment si renanien : **« Vous avez exprimé nos différents rêves de vivre... ».**

Critique impressionniste, goût sensuel des idées et des formes esthétiques — nous voici assez loin des rigueurs de l'Ecole romane ! Tout ne sera pourtant pas perdu de cette curiosité un peu sauvage qui jette alors le jeune critique vers tous les livres nouvellement parus, vers toutes les influences et tous les maîtres. Ne lit-on pas dans **Anthinea qu'avant de trouver l'essentiel et même après l'avoir trouvé, les Grecs ont cueilli tout le reste, l'artificieux, le bizarre et aussi bien le laid. Oui, le laid »** ? Ainsi, sans doute Maurras à vingt ans, réclamant des poètes **« le beau abrupt, le beau brutal »**... Il ne saurait se contenter longtemps, comme ce vieux M. Renan, de jouir en sceptique voluptueux du spectacle des hommes et des idées. **« Racontons nos impressions »**, se répète-t-il pour se donner du cœur à vivre de son **« métier de biographe »**, mais, chaque nuit, dans sa chambre de la rue du Dragon, son article expédié, il rouvre quelque gros volume, Kant, Hume, Schopenhauer, Comte, Saint Thomas, pour y chercher la figure de sa destinée. Les quatre premières années de son établissement dans la capitale furent accaparées par une passion vorace et presque obsédante de philosophie, — période que Maurras ne manquera jamais de rappeler chaque fois qu'il évoquera son échec métaphysique, comme si le souvenir des forces dépensées par lui auprès des philosophes lui était indispensable pour se rassurer, pour se convaincre lui-même qu'il avait bien donné alors tout le possible à la recherche de la vérité pure et que, s'il ne l'avait trouvée, la faute en était non à lui mais à quelque fortune adverse. Toutefois, en lisant le livre de M. Roudiez, nous apprenons que dès 1888, c'est-à-dire deux ans seulement après son arrivée à Paris, Maurras cessa complètement d'aborder dans ses articles des problèmes de métaphysique (alors qu'il le faisait fréquemment jusqu'à cette date), ce qui laisse M. Roudiez penser (et Maurras à qui fut soumis le manuscrit de cet essai ne l'a pas démenti) que dès cette époque ou, au plus tard, en 1890, l'ancien élève de Mgr Penon, prenant le parti de son échec en ce domaine, avait renoncé à toute recherche de philosophie pure. Or, en 1890, il n'avait tout de même que vingt-deux ans ! Les vraies vocations ne sont-elles pas un peu plus persévérantes ?

∴

La vérité est qu'une impatience tout autre que celle de la connaissance scientifique le possédait : non pas le besoin de savoir, mais bien, en digne fils d'un siècle balzacien, la hâte de s'imposer, de soumettre la destinée, de la violenter un peu à l'occasion, en lui imposant une marque de feu. Le mot magique de sa vingtième année, ce n'est pas : connaissance, ni même, vérité, mais : action. « **Tout ce que je souhaite, c'est d'agir,** répète-t-il...**Mon rôle c'est d'agir comme un oiseau bâtisseur de nids ou comme un castor constructeur de murailles : je pousserai mes rêves jusqu'à ce qu'ils aboutissent dans les choses réelles !** ». Cet activisme, n'est-ce pas aussi le trait caractéristique du personnage d'un étrange conte philosophique intitulé « Les Jeunes Gens » et publié par Maurras en août 1890 dans laRevue illustrée ? Il s'agit d'un jeune sceptique, mais doué d'une âme d'apôtre. Comme Maurras lui-même, écrivant à Mme de Caillavet, « **il m'est impossible de considérer tout le peuple des évènements relatifs et des contingences terrestres sans chercher à les dominer** », ce personnage voudrait s'imposer à ses contemporains en les aidant. Mais comment ? Il n'a rien à leur dire : il ne croit à rien, n'est sûr de rien. Autour de lui, pourtant, il voit ses amis qui ont trouvé les consolations de l'action, du dévouement ; mais tous obéissent à une certitude ou à une autre. A force de les envier, songe-t-il bientôt à mimer une foi, une conviction quelconque, dont son intelligence seule est incapable de s'assurer, et, peu à peu, à mesure qu'il joue son rôle, les contradictions qui encombraient son âme s'estompent, et, après sa mort, il apparaîtra bien tel qu'il a voulu être, « **sans arrière-pensées torturantes et malfaisantes** ».

Non, le personnage de cette fable de jeunesse ne nous livre certes pas tout le secret de Maurras ! Il ne lui est pourtant pas non plus tout à fait étranger. Il nous fait sentir à quel point, chez Maurras, le besoin d'action a primé et déterminé la pensée. Cette pensée, avant de se constituer en un poème lumineux de l'intelligence, fut l'effet d'une dure victoire de la volonté soutenue par la plus élémentaire aspiration à la puissance. Il faut bien convenir que ce n'est pas du tout là

la ligne romantique, moderne, celle de Balzac, celle de Barrès appelant à la fin de son premier livre **« l'axiome, religion ou prince des hommes »**, celle de Nietzsche. Ce n'est pas parce qu'il possédait une vérité, qu'il était plein d'elle et devait la la répandre autour de lui, que Maurras a voulu agir sur son temps ; c'est au contraire pour obéir à un violent et tout instinctif besoin de puissance et d'influence qu'il fut contraint de se chercher une certitude quelconque, un principe pour centrer et coordonner ses actes. Ainsi, par les textes qu'il a remis au jour, M. Roudiez accentue autour de la pensée maurrassienne cette aura tragique qu'on devinait par instants, dans les plus grandes pages de l'écrivain, au souffle de démons mal contenus. N'est-il pas fraternel à une génération qui a crié l'absurde, ce jeune Maurras incertain de tout, sauf de sa propre force, et qui, dans **« le néant même senti et vécu »**, serre les poings du désir d'étreindre la vie et songe, Rastignac de haute envergure : **« Tant de cimes à dominer..., et tant d'âmes ! »**.

⁂

Déçu de ses idées, il veut vivre et, pour vivre, se plier aux conditions de la vie, si contraires qu'elles paraissent au plaisir de son moi intime. Dans la nouvelle perspective que nous ouvrent les découvertes de M. Roudiez, la fameuse intolérance de Maurras prend un tour pathétique. Car à qui l'imposa-t-il tout d'abord, sinon à lui-même ; et qui en a le plus souffert, sinon lui encore ? L'ordre classique, qu'il va réinventer, est-il la vérité ? Pendant longtemps il n'en sait rien, refuse de poser la question, évidemment « métaphysique ». Qui a le mieux connu l'Etre : les classiques ou les romantiques, les Grecs ou les « barbares » ? Ici, vers 1895, Maurras s'excuse. La vérité ? **« La vérité est peut-être triste »**, murmurait Renan et Maurras en paraît assez convaincu. Aussi n'est-ce pas de vérité qu'il parle tout d'abord, mais de santé : **« Admettons que, de nous, ce soit moi qui fasse l'erreur,** concède-t-il. **Mais l'erreur est précieuse si elle me met en état de comprendre... »**. La valeur du classicisme maurrassien est donc tout pragmatique. Est-ce une vérité ? Au moins c'est un remède. On se l'applique de confiance, non pas encore d'adhésion du cœur ni même de l'intelligence, et la saveur qu'on lui trouve importe peu. Maurras

fait une cure de désintoxication et, le traitement ayant réussi sur lui, il imaginera de l'appliquer à toute l'intelligence française. N'empêche que l'efficacité du remède n'est démontrée que sur un homme particulier, dans une situation et une époque particulières. Car, hélas ! « **les écrivains romantiques, si méchant qu'ait été leur rôle auprès de nous et contre nous, font encore la chair et le sang de notre pensée** ». Ceci date de 1888. Ne discutons pas la question, aujourd'hui d'intérêt tout rétrospectif, de savoir, si oui ou non, le salut de l'âme française, dans les années 90, commandait, comme le crurent les Barrès et les Maurras, le refus des influences spirituelles romantiques et « barbares ». Mais le mouvement de systole et de diastole qui, agitant le sang, préside à la durée de tous les organismes vivants n'oblige-t-il pas, en 1957, en vertu même de ce point de vue tout utilitaire qui fut celui de Maurras rejetant, par exemple, le germanisme, à des conclusions tout inverses des siennes, à sympathiser et à communier avec des forces, non pas peut-être plus jeunes, ni meilleures que les nôtres, mais autres, simplement ? Les cultures fécondes, créatrices, ne sont pas celles qui se sont repliées sur elles-mêmes, dans la défense craintive de leurs traditions passées, ce sont celles qui partirent voler les idées, les formes, les rêves des cultures voisines, celles qui eurent le cœur aventureux et furent assez riches de leur génie propre pour courir le beau risque de la générosité et des métamorphoses. Ainsi faisait Corneille avec l'Espagne, Molière avec l'Italie, ainsi l'art essentiellement germanique de Bach ne craignait nullement de se perdre à l'école italienne des Vivaldi et des Corelli. Ce n'est pas seulement depuis la deuxième guerre mondiale, mais à travers tout son développement, que le meilleur de la tradition française exige, pour durer et s'augmenter, le continuel apport de sang nouveau de toutes les autres traditions européennes.

Cette exigence d'accueil, de sympathie, peut-être Maurras l'aurait-il sentie, si l'immense tumulte de sa nature la plus profonde ne l'avait contraint trop tôt à une vigilance, à une censure de tous les instants. C'est contre une grande part de lui-même, — dirons-nous la meilleure part ? — que Maurras s'est forcé à l'ordre classique. Que le choix ait été difficile, longtemps médité, longtemps remis, c'est ce que montrent assez

les lignes suivantes, adressées à l'égérie d'Anatole France : **« Il semble que tout vaut bien la peine d'être vu et, lorsque je suis embarqué dans ces sortes de rêveries, la vie me semble bien ridiculement courte pour goûter, comprendre et aimer tant d'objets différents qui s'offrent de tous côtés ; je n'ai pas encore fait de choix, je ne sais si je pourrai en faire ».** Le plus étrange est qu'il avait fort bien prévu que, le jour où il se résignerait enfin à choisir, à sacrifier, il ne le pourrait sans aller jusqu'au fanatisme. C'est dans un texte d'août 1891 que M. Roudiez a retrouvé cette petite phrase, si étonnante lorsqu'on songe à tous les interdits formulés par la suite par le chef de l'Action française : **« Tôt ou tard, je constaterai que mon départ pour le fanatisme fut la plus puérile de mes erreurs... ».**

Mais ne sommes-nous pas déjà ici bien au-delà du cas particulier de Maurras ? Comme la situation intellectuelle que le jeune homme trouva dans le Paris de 1886 ressemble à la nôtre ! Notre Renan ne s'appellerait-il pas André Malraux ? Le fameux « musée imaginaire » ne ferait-il pas un beau temple de dilettantisme ? Et quel jeune intellectuel français des années 45 n'aura redit la plainte de Barrès, au temps du « Culte du moi » : **« Qui me donnera la force de vouloir ? ».** Comme la nôtre, en effet, la crise vécue par la génération des Barrès et des Maurras s'est posée en ces termes : dans la confusion des cultures, des styles, des philosophies qui encombrent l'intelligence moderne, est-il possible de retrouver la force nécessaire aux actes virils, qui supposent jugement, choix, affirmation souveraine, sans tomber dans le fanastisme ? L'acuité de cette question sera sentie mieux encore lorsqu'on songera à la séduction exercée sur les intellectuels par le fascisme hier, le communisme aujourd'hui et, demain, par quel autre fascisme... Un Drieu la Rochelle ou un Paul Nizan, pour ne citer que deux morts, qu'ont-ils demandé à leurs politiques extrêmes et peut-être secrètement fraternelles, sinon la solution de doutes que l'intelligence solitaire était incapable de fournir ?

Telle avait été, trente ou quarante ans plus tôt, l'expérience du jeune Maurras. Remarquons cependant que son fanatisme fut esthétique avant d'être politique. Dans ma jeunesse, dira-t-il à M. Roudiez, **« je nageais dans l'esthétique pure, très pure,**

sans aucun mélange d'éthique ». Quoi d'étonnant à cela, puisqu'il demandait précisément à l'esthétique une compensation de son échec religieux ou philosophique ? Dans la mesure même où il était plus incertain quant au fond des choses, il se montrait plus exigeant sur leur forme : **« Il n'importe CE QUE vous chanterez, mais bien COMMENT vous chanterez... »** — ou encore, interrogeant non sans naïveté les catholiques : **« Vos opinions métaphysiques sont hors de cause, le paganisme et le catholicisme n'ayant, en esthétique, aucun différend grave : mais quels sont vos principes d'Art ? ».**

Nous touchons peut-être ici à ce qui éloigne et éloignera de plus en plus les jeunes générations de la pensée de Maurras — on veut parler de son identification de l'art classique (grec et français du XVII[e] siècle) avec l'universel. Au-delà de la poussiéreuse querelle classicisme contre romantisme, c'est en son principe même que cette esthétique répugne, avec sa croyance à un Beau idéal et valable absolument. Maurras lui-même, dans un article de 1888, n'écrivait-il point que l'idéal classique avait disparu avec le XVII[e] siècle et que toute tentative future pour le ressusciter ne pourrait être, comme déjà celle de Nisard, **« que l'expression du goût d'un homme, rien de plus »** ? Encore, à la fin du XIX[e] siècle, la majorité de la critique française vivait-elle toujours sur la sacro-sainte succession : Athènes, Rome, Paris. Mais, depuis la rédaction d'**Anthinea,** combien de systèmes artistiques redécouverts ! L'art nègre, l'art primitif, l'art celte, l'art préhistorique, le monde de la Bible mieux connu, et celui de l'Inde, et celui de la Chine... Dans cet extraordinaire confusion de formes, soulignée encore par le musée et la possibilité des confrontations photographiques les plus imprévues, qui pourrait encore soutenir que l'art d'Athènes et de Versailles est la mesure nécessaire et suffisante de tous les styles ? Comment Spengler l'a montré bien avant Malraux, il est impossible de juger, par exemple, l'art gothique et celui de Phidias comme si Phidias et les sculpteurs de Reims avaient poursuivi le même idéal de beauté (c'était l'illusion de Maurras, et elle explique sa réserve persistante devant les merveilles médiévales), alors que chaque grand style constitue un tout organique, enfermé dans sa propre et incommunicable symbolique du Destin.

Renoncera-t-on, alors, à l'idéal maurrassien d'harmonie ? Non pas, car le classicisme n'est pas un style parmi d'autres styles, mais plutôt un moment particulier de chaque grand style historique, l'instant où les Principes fondamentaux de toute une vie se mesurent au plus plein de leur force, l'élémentaire et la logique, le dionysiaque et l'apollinien.

Etre classique n'est pas forcément, n'est pas seulement être grec. Se pose alors la question qui, depuis la dernière guerre et la reconnaissance d'une vivante communauté spirituelle européenne centrée sur le dialogue franco-allemand, reste au cœur du débat continué par delà la mort entre Maurras et quelques-uns de ses fils spirituels : Maurras n'a-t-il pas nommé l'ordre trop vite, trop vite accepté la dramatique position de repli et de refus adopté par le nationalisme français après la guerre de 1870 ? Hors ses chers Grecs, ses chers Latins et l'Italien Dante, que connaissait-il, après tout, du vaste patrimoine européen ? Sans doute réserve-t-il une place à Gœthe dans son Panthéon idéal, mais on ne trouve aucun signe dans son œuvre qu'il en ait fait une étude approfondie. Schopenhauer ? Il assure l'avoir beaucoup lu, mais lui a-t-il demandé autre chose qu'une confirmation de Lucrèce, le vrai compagnon de toutes ses heures ? Nietzsche ? Il semble bien qu'il ne l'a approché que dans l'étude, évidemment suspecte, du partisan Pierre Lasserre. Il est vrai que tous ces auteurs ne sont que des « barbares » plus ou moins dégrossis ! Mais les frères latins, leur accordera-t-il vraiment plus d'attention ? On peut lire et relire en tous sens l'œuvre de Maurras sans apercevoir le moindre signe d'une familiarité réelle avec Cervantès, ou Calderon, ou Lope de Vega. Il ne s'est intéressé ni à Unamuno, ni à Ortega y Gasset. On peut présumer qu'il n'a jamais lu une page de Dostoïevsky. Ne parlons pas, évidemment, de la génération des écrivains français ou étrangers des années 1920... « **En choisissant, comme il se prive !** » — ce mot de Mme de Noailles sur Maurras, qu'on voit souvent cité, est-il si juste ? A partir de la trentième année en tout cas, Maurras, à l'égard de tous les nouveaux courants qui vont agiter l'âme européenne, s'enferme dans une complète indifférence, qui ne pouvait manguer d'avoir un jour ou l'autre d'assez funestes conséquences sur sa lucidité politique. Toute sa vie, il en sera resté, au fond, aux bons

auteurs du programme des classes « d'humanités » du collège d'Aix.

Ainsi n'achève-t-on pas sans quelque amertume cette histoire de la jeunesse d'un maître, dont M. Léon S. Roudiez a su remarquablement distinguer et mettre en valeur les passions essentielles. Dans le « doux anarchisme moral » de la France des années 1880, c'est son impatience de dominer, de diriger, d'agir, qui a sauvé Maurras. Mais c'est elle aussi, par la suite qui l'a entraîné à bacler son information (qu'on songe encore à son ignorance résolue des phénomènes économiques !) et qui l'a empêché d'édifier la vaste théorie de l'Ordre dont son génie était assurément capable. A une douteuse efficacité politique, Maurras n'a pas seulement sacrifié quelques volumes de poésie ou de critique littéraire, mais peut-être aussi ses plus hautes possibilités intellectuelles. Il reste aujourd'hui à sauver les vertus pédagogiques et éthiques du classicisme maurrassien tout en abandonnant ou en élargissant telles ou telles formules particulières que Maurras put en donner il y a plus d'un demi-siècle. Il est maintenant évident que l'Occident, mis au défi par la formidable puissance soviétique, ne s'arrête plus, — s'il s'y est arrêté jamais ! — à la ligne des Vosges ou du Rhin. A l'heure où par la faute de la division de l'Europe, la vieille cité de Koenigsberg s'est vu infliger le nom grotesque de Kaliningrad, il est tout juste temps que le nationalisme français comprenne que les valeurs qu'il doit défendre tiennent à Kant, à Hoelderlin, à Nietzsche, à Stefan George, autant qu'à Dante ou qu'à Aristote. Et l'on rêve à une synthèse de base plus large que celle que Maurras donna à la sienne, mais d'une rigueur aussi exigeante. Qui voudra tenter une telle entreprise devra consentir à quelques expéditions en des terres spirituelles pour nous encore lointaines. Bien souvent il aura le sentiment de s'être perdu, et, littéralement, damné. Mais Gobineau, pendant sa route d'Asie, traduisait le **Discours de la Méthode.** C'était une sage alternance. Nous, de même, emportons notre Maurras, malgré ses limites : il reste plusieurs de ses axiomes qui ne cesseront, à travers tous les hasards de l'aventure intellectuelle, de nous signifier les justes mesures du monde.

Michel MOURRE.

Les notes du mois de l'huissier sans chaîne

Le franc-Gaillard (dévaluation partielle déguisée) s'accompagne de mesures de pression sur le « Napoléon » pour l'empêcher de monter, le louis étant considéré comme un « indice psychologique » (?). La pièce d'or française stagne alors que le souverain grimpe à 4.600, cours atteint quand le louis valait 4.300. Cette singulière conception financière a le résultat imprévu suivant : trafic d'or clandestin vers l'étranger où la pièce française est vendue plus chère qu'en France... La France va se vider un peu plus...

***

Le bouclage des prix agricoles par le gouvernement est malheureusement venu après une hausse de 4,5 % sur l'acier. Sur les prix de 1938, le blé est à l'indice 14 (prix réel net) ; l'indice industriel est à 32. L'agriculture retourne-t-elle au servage ?

***

Une note officieuse annonce qu'une place au Sahara va être attribuée aux pétroliers « indépendants » américains. Espérons que les gouvernants n'ignorent pas que la plupart de ces « indépendants » ne sont que des « concurrents » suscités par les grands trusts eux-mêmes afin d'échapper à la loi anti-trusts comme l'explique Pierre Fontaine dans sa « Nouvelle Course au Pétrole ».

***

Un hebdomadaire a publié : « Le manque de main-d'œuvre est particulièrement sensible dans les départements du Nord et du Nord-Est. Le record est détenu par le département du Nord, avec quatorze mille emplois qui restent sans solliciteurs ; dans le Pas-de Calais, la Moselle, la Meurthe-et-Moselle, le Haut et le Bas-Rhin, ce chiffre varie entre deux mille et quatre mille. »

***

Esquisse d'un drame avec les « rappelés » d'Algérie ! Il est question d'amener en France 200.000 étrangers. Et quand les « rappelés » rentreront ? Qui sera chômeur ? D'autre part, les hommes qui tombent en Algérie constituent une menace pour la démographie française. On ne répètera jamais assez l'écrasante responsabilité des hommes politiques français (Mendès-France, Mitterand, Léonard) qui, en 1954, laissèrent une révolte de 700 hommes devenir une insurrection puis une guerre.

***

Il y a, en France, un nombre x (important) de gitans. La plupart d'entre eux sont Français ayant accompli leur service militaire. Six mois de l'année, ils sont itinérants Leurs « sages » demandent qu'on leur désigne un camp de rassemblement pour l'hiver. Leur sédentarisation ne tente personne... Affaire de deux générations... et de tranquillité pour les ruraux.

***

Le premier de tous, notre collaborateur Pierre Fontaine, a, dans « D.O. », puis dans son livre Dossier Secret de l'Afrique du Nord, **préconisé le fédéralisme, seule solution encore valable après tant d'occasions manquées. Aujourd'hui, le vent est au fédéralisme dans les sphères politiques françaises. Mais Pierre Fontaine recommandait un** fédéralisme interne algérien. **Or, on parle de** fédéralisme nord-africain ! **Ce n'est pas du tout la même chose et ce fédéralisme est... la solution américaine à direction Bourguiba. Il semble que l'on veuille établir une confusion sur le mot** fédéralisme **qui deviendrait ainsi un programme-piège. La fédération nord-africaine n'est pas réalisable honnêtement et pratiquement, sauf occupation à la turque.**

***

A Rabat, la « rue de la République » est remplacée par la « rue Allal ben Abdallah » (auteur de la tentative d'assassinat contre le protégé de la France, l'ex-sultan Ben Arafa). A Casablanca, le « boulevard du 4ᵉ-Zouave » fait place au « boulevard Mohamed-Hansali » (assassin — tragédie du Tadla — qui massacra des Européens en promenade) ; le « boulevard Foch » devient « boulevard Mohammed-Zerktouni » (auteur de l'attentat de décembre 1953 : 29 victimes dont femmes et enfants) ; la « rue Franchet-d'Espérey » s'appelle maintenant « rue Hadj-Amar-Riffi » (célèbre terroriste de Marrakech). Nous n'attachons aucune importance aux noms des rues. Nous ne retenons que « l'ambiance » qui s'accentue au Maroc...

***

« France-Dimanche » de M. Pierre Lazareff, **nous apprend que le chef de la branche autrichienne des banquiers Rothschild fut acheté à Hitler pour la somme de 10 milliards de francs payée conjointement par les autres Rothschild. Dans le livre « Histoire de Joël Brand », de Weissberg, nous apprenons aussi que les organisations juives refusèrent de verser une somme beaucoup moins considérable aux S.S. pour arrêter la déportation (donc la crémation) des Juifs dans TOUTE l'Europe. Or, en Slovaquie, pour 50 millions, les déportations furent stoppées et le chef S.S. qui passa le « marché » tint parole. Le coût de la peau d'un Rothschild... Au fait, ces transactions ne s'apparentent-t-elles pas aux « intelligences avec l'ennemi » ? Pourquoi, quand Scapini intervenait pour les prisonniers de guerre français, son action fut-elle jugée subversive et passible de la Haute-Cour ?**

***

Jean Galtier-Boissière, polémiste et pamphlétaire, un des très rares écrivains complètement indépendant, est attaqué en justice par M. Pierre Brisson, du « Figaro », en un certain nombre de millions de dommages. Dans son **Crapouillot** et **Petit Crapouillot**, J. G.-B. n'a fait que se référer à des faits rendus publics. Il a notamment mis en relief « la publicité à l'aide du silence de presse » et les écrits de P. B. pendant l'occupation et après. Les « girouettes » n'aiment pas, en général, le rappel de leur opportunisme. Attendons avec curiosité les débats de ce procès. Au verdict, nous saurons si les Français ont encore le droit d'être informés en dehors de la « vérité » officielle.

***

Les postes de radio de Tunis, Rabat et Le Caire ont uniformisé leurs longueurs d'ondes (le public français ne l'a pas su). Les appels à la révolte, à la propagande anti-française sont ainsi synchronisés, coordonnés et règnent sur toute l'Afrique du Nord et sur une partie de l'Afrique Noire. La France fit généreusement cadeau des postes d'Etat à ses anciens protectorats. Toutes ces émissions commencent par le chant « Nous mourrons pour la foi... ». Ce qui est plus qu'une propagande francophobe! Cela devient un mot d'ordre anti-chrétien avec l'état de grâce promis à ceux qui mourront pour le triomphe de Mahomet. Avis aux catholiques progressistes! Peu de gens se doutent de la réalité des « lendemains nord-africains ».

***

Légende à détruire. Pour le décès de l'Agha Kan III, roi des business-men et en même temps agent diplomatique du Foreign Office, la presse française crut bon de s'étendre en de plates flagorneries de la personnalité du défunt, « grand ami de notre pays », etc... En réalité, l'ancien agha n'aimait de la France que son climat et quelques-unes de ses femmes. Formé à l'anglaise, il n'eut jamais de sympathie particulière pour notre pays et, depuis la scandaleuse affaire policière du vol des bijoux de la Begum, il cachait à peine son mépris pour la France.

***

Seul de la presse française, « Artaban » a noté à propos de la mort de Sacha Guitry : « ...dont l'atroce maladie fut la suite des mauvais traitements subis à la Libération... » Alain Decaux, dans « C'est-à-dire », a campé un émouvant portrait de Sacha aux prises avec les épurateurs, c'est une page vraiment inconnue sur la sottise.

***

Information « oubliée » par la presse française. « L'emprunt national » n'ayant pas atteint les espérances du gouvernement tunisien, M. Bourguiba décida une collecte générale sous le prétexte de « Quinzaine de l'Armée ». Les colons européens furent « taxés » obligatoirement d'une somme à verser à des personnages parcourant les bleds en automobile. Par exemple, un colon d'origine italienne ayant refusé de verser les 5.000 francs réclamés se trouva à deux doigts de l'expulsion pure et simple. L'affaire ne s'arrangea « in extremis » que moyennant un versement de 50.000 francs. La Tunisie est revenue au rançonnement des Européens par les Beys du temps des Turcs. Surtout pas un mot en France pour ne pas taxer de faillits les hommes politiques français qui donnèrent l'indépendance à la Tunisie sans garanties contre le « fourbi » arabe.

***

Le gouvernement marocain a publié des annonces (payantes) dans la presse française pour le recrutement de professeurs français. Des promesses alléchantes. Au même moment, nous apprenions que, lassé des promesses et des retards de paiement, un brillant technicien français très estimé de la région de Mazagan (M. Lenoir) préférait s'en aller. Plus de 20.000 dossiers-contrats attendent le bon vouloir d'une administration marocaine à la fois pagayeuse et dénuée de bienveillance. Avis aux recrutés par voie d'annonces.

⁂

L'ambassadeur soviétique Vinogradov a proposé à M. Habib Bourguiba, président de la république tunisienne, de l'aider à créer une industrie en Tunisie et de lui fournir des avions de chasse avec instruction des pilotes tunisiens par des techniciens soviétiques. On a de plus en plus l'impression qu'il faudrait en finir rapidement avec la guerre d'Algérie qui entre, le 1er novembre, dans sa quatrième année.

⁂

Les pronostics de l'auteur de la Nouvelle Course au pétrole étaient bons. Les trois pétroliers « indépendants » américains jusqu'à présent sur les rangs pour exploiter le pétrole saharien sont la Newmont Mining, la Cities Service et la Coronada. La Standard Oil of New-Jersey serait en pourparlers pour prospecter le Sahara en association avec une société d'Etat mixte française, à la condition d'avoir la majorité. Cette prétention est cause d'accrochage... pour l'instant.

⁂

Discrétion totale de la grande presse sur les nombreuses révoltes « anti-communistes » en Albanie. La troupe est déjà intervenue. But : renverser le gouvernement et abolir le régime communiste. L'Albanie, sur l'Adriatique, est le seul pays « sur » pour la marine soviétique. D'où arrivée en hâte (août-septembre) de navires russes en Albanie. Les révoltés s'attaquaient aux exploitations pétrolières. On croît savoir qu'il s'agit d'une « opération » des services secrets américains. On sait que l'ex-roi Zoghou, le plus riche des souverains en exil, a élu domicile aux Etats-Unis. La VIe escadre américaine ne fixe pas seulement laSyrie...

⁂

Seul de la presse française, le « Canard Enchaîné » nous apprend qu'à Tunis l'avenue Charles-de-Gaulle s'appellera désormois avenue Président Bourguiba et la rue Didon est devenue rue Mendès-France. C'est tout.

Les Livres du Mois

Deux livres dont l'on ne parlera guère :

Tran : « *Mille bonheurs paisibles* ». — Récit recueilli par Jacques Despuech (Ed. Fasquelle).

Mille bonheurs paisibles, c'est le nom d'un petit village de la limite sud du delta tonkinois. Comme les autres, il vit de la rizière, connaît ce crachin de l'automne et du printemps qui donne aux matins un parfum si doux. Comme les autres, il subit la guerre. Mais d'une façon peut-être un peu particulière. *Mille bonheurs paisibles* fait en effet partie de ces Chrétientés, de ces villages catholiques qui, autour de Phat Diem, constituent des minorités au sein de la masse bouddhiste ou confucianiste, vivent en vase clos sur le plan spirituel tout en partageant les problèmes matériels de l'ensemble de la population.

Do Ba Tran est le personnage — composite sans doute — dans la bouche duquel Jacques Despuech met l'ensemble du récit qu'il a pu recueillir dans ces régions. Do Ba Tran est un paysan qui vit avec sa femme Lac, ses deux garçons An et Bu, et son buffle. Il y a les voisins qui sont des amis, et les autres. Il y a le riche du village, et les plus pauvres que lui. Il y a le père Petrus que l'on aime bien, mais que l'on redoute aussi comme sa conscience. Il y a aussi la Cathédrale de bambou qui est le centre de la communauté et qui marque le rythme de sa vie. Il y a au milieu de tout cela un bonheur simple que l'on a pu apprivoiser.

Même la guerre ne l'a pas tout à fait dérangé. Le village a souffert. Beaucoup sont partis, les uns pour rejoindre l'armée d'Ho Chi-Minh, les autres pour se battre aux côtés des Français, d'autres aussi pour servir dans les milices catholiques. Mais on faisait le gros dos, on savait que c'était là un état transitoire, que de toutes manières la paix reviendrait. Le sort antérieur était supportable, la liberté ne pouvait être que meilleure. Ce qu'il fallait, c'était subsister et être là pour profiter de la paix retrouvée.

Et puis la guerre aussi a ses habitude ! Mais un beau jour le Père Petrus annonce après la messe que les Français ont perdu une grande bataille dans le nord, que l'on va se battre sur la route d'Hanoï et qu'il va falloir évacuer le village. Personne ne peut

admettre une nécessité aussi sotte. Aussi est-ce vraiment comme l'annonce de la paix que chacun accueille, du premier camp de repli, la nouvelle des accords de Genève qui leur permetttent de rentrer aussitôt au village. Comme la paix et comme la liberté ! Bien sûr, chacun avait appris à distinguer entre ceux qui se battaient aux côtés des Français et ceux qui arboraient le drapeau rouge, mais après tout, seule l'habitude avait fait tolérer l'uniforme français : l'unique but que l'on visait était la possibilité de déterminer soi-même son destin. Et puisqu'on y était parvenu, il n'y avait plus de divisions qui comptaient, il n'y avait plus de Viet Minh, il n'y avait plus qu'un Vietnam libre. Encore un temps d'adaptation, puis la vraie paix serait là. Et l'on acclame l'armée libératrice...

Puis les jours passent. Le commissaire politique s'est installé. Les réglementations ont été établies. Bientôt l'on n'ose plus se regarder en silence de peur de devoir s'avouer la vérité. On s'encourage encore : allons, il faut s'adapter ! Comme les enfants parlent fort dans le noir pour se rassurer. Puis un beau jour l'évidence est là : plutôt risquer la mort en fuyant vers le sud que de continuer ici une vie dont toutes les valeurs auxquelles on tenait sont absentes. Et une nuit, c'est le départ, le grand départ qui fut celui de huit cent mille catholiques abandonnant tout pour retrouver l'essentiel.

Tout cela est admirable. Et d'abord admirable de vie et de diversité. L'on participe à l'existence de ce village au nom tout plein de symbolisme, d'endurance et de politesse. Le désir même de durer devient une vertu lorsqu'il est pratiqué avec tant de tact et de modestie. Tous les types sont là. Les patients silencieux, les habiles qui ont toujours le même *truc* pour subsister, celui qui a perdu son fils tombé avec le Viet Minh et qui, ne pouvant lui refuser la qualité de héros, s'est rangé du côté des vainqueurs, muet, obstiné, semblable à un astre mort dont l'évolution s'est arrêtée, celui dont le frère revient au village « mandarin communiste », qui ne peut refuser son adhésion au parti qui lui donne tant d'honneur, mais dont le dégoût sera bientôt plus fort que ces satisfactions d'un orgueil enfantin retrouvé. Il y a aussi les fanatiques de tous les fanatismes, et les femmes de tous les goûts de plaire.

Au milieu de toute cette vie est terrifiante la tombée de la nuit. L'impression est physique de la venue lente de la paralysie. Chacun attend avec confiance, veut croire au nouvel ordre instauré. Puis, au sein même de cette attente, bourgeonnent la bureaucratie, la méfiance, la délation, surtout peut-être la monotonie. C'est en effet ce dernier aspect qui est la face sensible de ce que l'on pourrait appeler *l'applatissement* de la vie, sa réduction à deux dimensions, qui est coupure de ses racines traditionnelles, historiques, créatrices, qui est aussi

désacralisation. La façon est admirable dont ces paysans nous la font saisir au cours des gestes les plus simples de la vie.

D'autant plus admirable que tous les problèmes ne sont pas résolus pour eux du moment où ils ont fui vers le sud. Recueillis au large de la côte par des bateaux français, ils sont ensuite installés dans des campements de fortune. Ils sont dénués de tout, même de travail, et cette fois ils sont loin de chez eux. Ils sont encore aux prises avec les polices qui se méfient des agents du nord. Ils vivent le désordre de la fin de la guerre, l'anarchie qui menace, les rivalités des sectes. Eux qui ont gardé confiance sous la persécution commencent à perdre la foi en découvrant ce vers quoi ils ont fui. L'instant est tragique... Tout peut être perdu, et le témoignage est assez fort et véridique pour nous laisser comprendre qu'aucun *camp* n'est sauvé en tant que tel. Il faudra qu'ils se retrouvent communauté sur ses terres, maîtres de leur dur travail, en communication à nouveau avec une autre dimension de l'existence, pour qu'ils reprennent enfin, dans la méfiance de toute abstraction, goût à la vie.

Le livre est beau, riche d'enseignements sur cette guerre d'Indochine dont il est aujourd'hui à la mode de dire qu'elle fut absurde de bout en bout. Ce qui fut absurde en réalité, ce fut la manière de la diriger et de la perdre ! On y voit les querelles de mots et les vrais intérêts (le Colonialisme-bouc émissaire et les nouveaux colonialismes), on y voit la psychologie de guerre, on y voit les éternelles lâchetés. On y voit surtout la grande passion de huit cent mille catholiques vietnamiens déportés et l'absence de toute grande idée française clairement exprimée au sein d'une action qui fut cependant une promesse objective.

Ce qu'on aimerait avoir maintenant ce sont d'autres témoignages sur d'autres villages non catholiques. Comment ont-ils suporté l'« organisation » après l'exaltation du combat ? Car bien sûr la communauté catholique que l'on nous montre a la cohésion des minorités, elle est tout entière groupée derrière son curé, mais c'est aussi une communauté vietnamienne point si différente des autres, avec ses superstitions amicales et complices qui survivent, avec ses traditions puisées aux mêmes sources.

C'est encore un grand mérite de ce livre, écrit avec beaucoup de finesse, de susciter curiosité et sympathie pour ce peuple attachant que nous n'avons sans doute pas su comprendre, ni en venant ni en partant.

Bernard VORGE.

Robert Poulet : « *Le livre de quelques-uns* » (Ed. Plon).

C'est là encore un livre dont on ne parlera guère. Bien sûr, le titre semble l'indiquer, le prévoir et le vouloir. Mais d'un autre côté il semble aussi et dans le même temps adresser un clin d'œil à ceux qui ne seraient pas de ces quelques-uns et qui d'aventure sentiraient leur curiosité s'éveiller de savoir qui composent ce petit nombre. C'est d'ailleurs peut-être là l'ambiguïté essentielle dont souffre cet essai romancé, au demeurant l'un des plus importants parmi tous ceux qui viennent de paraître.

« *Depuis que je suis tout petit, j'ai compris que les arbres, la terre et les maisons ne sont que des apparences.* » Cette première phrase pose d'emblée le ton du livre. Robert Poulet est l'auteur de nombreux romans à propos desquels Edmond Jaloux fonda sa théorie du « réalisme magique » qui devait avoir une sensible importance dans les années d'avant-guerre et connaître toute une descendance à la ressemblance plus ou moins affirmée, plus ou moins avouée. Puis il s'intéressa à la politique. Aujourd'hui, totalement désabusé sur le compte de celle-ci, il s'est résolu à tirer toutes les conséquences de son intuition première et à se réfugier dans ce que l'on pourrait appeler, par une première approximation, la pensée intérieure. C'en est la description cohérente qu'il nous donne dans cet essai écrit sous un prétexte romanesque volontairement ténu.

Jonas est un vieillard qui habite avec sa nièce Nantille une petite maison à l'orée de la forêt. Il connaît le monde et les hommes et a découvert « plusieurs secrets importants » qu'il livre ou au moins *signifie* au cours de conversations et de quelques épisodes symboliques. Il a pesé le monde moderne et a apprécié à sa juste valeur sa grande folie et son total dérèglement. Il a compris aussi que l'univers spirituel était infiniment plus *réel* que la soi-disant matière qui n'est que ce que lui permettent d'atteindre du monde les sens et l'intelligence raisonnante. Il a résolu d'en tirer toutes les conséquences.

Il faut le dire nettement : tout ceci est d'une importance extrême et caractérise en grande partie — on le saura plus tard — la pensée de notre époque. La déception de beaucoup d'espoirs, politiques particulièrement, a conduit de nombreux esprits à faire ce retour à la « pensée traditionnelle ». Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Par un chemin ou par un autre, nombreux sont ceux qui ont compris la vanité du monde homogène de la quantité, de ce monde à un seul plan où l'on ne va de plus en plus vite que pour se retrouver au même endroit *comme si rien ne s'était passé*. La volonté de retrouver de véritables relations humaines, de sortir d'un monde *fasciné*, de parvenir à un plan supérieur a très souvent orienté la démarche des esprits les plus lucides.

De ce point de vue le livre de Robert Poulet abonde en réflexions que l'on accueille avec un véritable sentiment de libération. Sur le ton le plus calme il profère tous les blasphèmes laïcs possibles, sur l'égalité, sur le travail manuel, sur la démocratie, sur l'argent, sur le sens de l'histoire, sur l'amour sentimental et sa niaise adoration moderne. Sur toutes les fausses valeurs que l'on absorbe chaque jour par une inconsciente osmose, il fait passer un grand souffle rafraîchissant qui procure l'effet le plus bienfaisant.

D'où vient donc dans ces conditions le sentiment d'insatisfaction qui persiste cependant devant une telle œuvre ? La réponse est simple : de ce que l'auteur ne va pas assez loin dans la voie qui est la sienne. De là sans doute ces contradictions sur la notion de « monde », sur le mépris, sur l'importance attachée même pour les combattre à certains aspects du monde moderne qui n'en méritent pas tant. De là certainement ce ton *esthétique* qui demeure sensible tout au long de l'ouvrage. Il rappelle souvent ces conférences que donnait les hivers derniers, à Paris, Philippe Lavastine sur les principes d'une pensée ésotérique et qui n'étaient jamais si passionnantes que lorsque l'orateur parlait du monde moderne parce qu'alors il entrait en conflit avec lui-même, bien au-dessous de la sagesse dont il traitait.

Mais ce conflit, Robert Poulet, lui, ne l'avoue pas. Robert Poulet a été déçu par la politique, par le fascisme très précisément. C'est là un sujet très grave sur lequel nous reviendrons lorsqu'il publiera son « *Adieu au fascisme* ». Mais ce qu'il nous dit dans « *Le livre de quelques-uns* » sur l'attitude à tenir devant la collectivité ne nous semble pas convaincant. La déception — qui est sentimentale encore — y est trop sensible pour un livre qui dévoile les pièges du sentiment. La dénonciation qui y est faite des engagements conserve une résonnance quelque peu « politique ».

En un mot, pour employer un langage proche du sien, le son le l'*Ego* se fait encore bien entendre à travers tout son livre. S'il était parvenu à la sagesse que suppose un tel propos, il aurait dépouillé ce ton. Cette sagesse demande que l'on *place* certaines fausses valeurs (qui ne sont fausses que parce que déplacées), non qu'on les combatte.

Nous disons cela avec l'admiration qu'il faut montrer à l'effort sérieux de pensée que fait Robert Poulet et au plan sur lequel il se situe. Répétons-le : il s'agit là de questions essentielles de notre époque. Son livre est beau et grave et pour cela il passera au-dessus de la tête de la critique. Son ton sensible doit pourtant permettre à beaucoup de prendre contact avec des vérités enfouies auxquelles il est urgent de redonner vie.

Bernard VORGE.

Deux essais :

Roger Stéphane : « *Après la mort de Dieu* » (Ed. Fasquelle).

« *Pour une morale de gauche* » porte la bande publicitaire dans laquelle l'auteur précise son dessein.

« *Il y a plus d'un an,* écrit-il par ailleurs dans le corps de l'ouvrage, *j'avais promis à Jean-Claude Fasquelle un libelle sur les salauds. Contrairement à ce qu'il dut croire, j'y travaillais jusqu'au moment où je découvris qu'il n'y a pas de salaud.* » La même aventure, perdre son sujet en cours de route, a dû lui arriver à nouveau, mais pour ne pas opposer une seconde fois à son éditeur la même carence, sans doute s'est-il résolu à lui remettre malgré cela quelques feuillets : les réflexions d'un esprit moyen, pas plus sot qu'un autre, sur la politique et le train du monde, sur ce qui lui passait par la tête, sur n'importe quoi.

Il commence par nous expliquer, avec grand bon sens, que Droite et Gauche, cela ne veut plus rien dire : que la Gauche est devenue machiavélique, qu'elle méprise la morale, qu'elle est devenue « croyante », qu'elle sacrifie aveuglement au mythe du Progrès, qu'elle dénonce avec entrain les *trahisons*, qu'elle rassemble les Prophètes et se laisse obséder par une *méchanceté* de ses adversaires posée à priori. La Droite et la Gauche sont renvoyées dos à dos : il connait mieux la Gauche, il en parle donc plus longuement, mais la Droite est vomie au détour d'une phrase. La Droite est condamnée en bloc et la Gauche en détail.

Cependant, nous explique l'auteur, depuis la mort de Dieu et des croyances métaphysiques sérieuses, toutes les *valeurs* sur lesquelles était fondée la société sont devenues de simple *conventions* auxquelles seule leur utilité maintient un semblant d'existence. Or, la tâche primordiale actuelle est de retrouver des valeurs. La politique n'est plus possible, la morale reste l'unique voie du salut (Ce qui d'autre part — notons-le — ne l'empêche pas d'écrire pour le leur reprocher : « Les hommes dits de gauche ont manifesté une attitude purement idéaliste »).

On voit la noire confusion. Nuances sur la Droite et la Gauche (Stéphane tient à ce sujet des propos raisonnables sur les fonctions qui, plus que les opinions, façonnent à l'heure actuelle des types d'hommes semblables, sur l'éloignement entre les militants et les gouvernements chargés de responsabilités), nuances sur les conventions, nuances sur les notions d'idéalisme et de réalisme — et au bout du compte l'on conclut sur un ton tranchant : la morale est à gauche. De quoi peut-il s'agir sinon

d'une simple habitude verbale, d'un mécanique abandon à ses pentes ?

Il est vrai que l'auteur vend la mèche : « *La direction de l'Etat ne convient pas à la nature spécifique de ce qu'on appelle la « gauche »... La gauche se déjuge si elle transige : l'histoire est faite de transactions, de compromis.* » On ne saurait mieux dire que la Gauche ne peut rien pour la politique. Mais pas davantage pour la morale ! Car qu'est ce qu'une morale qui s'abstrait d'emblée des faits et des nécessités ? qui ne se heurte à rien ? Un rêve ou le propos du Pharisien.

On ne saurait d'autre part voir meilleure illustration de ce procédé qui consiste à se forger un adversaire imaginaire pour le pourfendre plus aisément. Car qui pourrait sérieusement soutenir que la Droite est l'exact envers de cette Gauche qui s'avance les yeux au ciel ! Non, mais ce que Stéphane appelle la Droite est souvent constituée d'hommes qui essaient simplement de déchiffrer la route parmi les écueils bien réels, tandis que la Gauche de Roger Stéphane joue son double-jeu : mépriser la politique et qualifier politiquement — de gauche — sa morale !

En vérité la confusion est partout dans ce bref essai. Tout s'y mêle : politique et littérature (sur celle-ci que de propos banals !), les *je ne peux pas juger* et les jugements péremptoires, les revendications pour une écriture passionnée et les plus mous et les plus négligés à-peu-près, les protestations contre le goût de soi de certains jeunes écrivains et l'étalage des sentiments personnels les moins fondés en raison.

« *Je suis persuadé que dans les tribus les plus reculées, la lâcheté et le courage, le mensonge et la vérité ont le même sens que chez nous : un sens d'ailleurs plus clair que dans l'esprit obscurci de nos rhéteurs.* » Ce n'est certes pas cet appel à une *nature* morale — et sociale si on y regardait bien — de l'homme qui l'autorise à accabler de si haut ce qu'il appelle la Droite. Ni certainement à qualifier négligemment Bardèche de réactionnaire : on le met au défi d'apporter là-dessus le moindre début de justification.

Ceci dit, les réflexions de bonne volonté ne manquent pas. A vrai dire tout ceci est même accablant de bonne volonté et d'insignifiance ! L'on ne peut s'empêcher de se dire en refermant le livre : c'est donc çà le personnage dont la Droite s'est fait un épouvantail ! Et c'est finalement ce qui inquiète le plus sur le compte de cette dernière.

Bernard VORGE.

Germaine Tillion : « *L'Algérie en 1957* » (Ed. Les Editions de Minuit).

Voici un livre d'une toute autre importance ! Voici un livre que l'on peut cette fois qualifier de moral, parce qu'il se heurte aux faits, qu'il ne se contente pas des plaisirs de l'âme en prétendant parler de problèmes collectifs.

Germaine Tillion est une ethnologue qui, entre 1934 et 1940, passa la plus grande partie de son temps en mission scientifique dans l'Aurès et y retourna, quatorze ans plus tard, entre décembre 1954 et mars 1955. Ancienne déportée, l'Association nationale des Déportées et Internées lui avait demandé un aperçu sur le drame d'Algérie. Elle fit une assez longue étude qui fut publiée en brochure et dont Michel Massenet avait déjà dans « *Contrepoison ou la morale en Algérie* » signalé l'extrême importance. Elle est aujourd'hui reprise en volume et publiée en librairie.

Toute l'étude de Germaine Tillion repose sur la constatation de ce phénomène capital qu'elle appelle d'un mot frappant : la clochardisation, et sur l'établissement d'une loi sociologique de portée mondiale : le seuil qui sépare les populations adaptées des populations inadaptées. En parlant des populations de l'Aurès, elle écrit : « *Je les ai quittées dans la dernière semaine de mai 1940. Quand je les ai retrouvées en décembre 1954, j'ai été atterrée par le changement survenu chez eux en moins de quinze ans et que je ne puis exprimer que par ce mot : « clochardisation ». Ces hommes qui, il y a quinze ans, vivaient sobrement mais décemment, et dans des conditions à peu près identiques pour tous, étaient maintenant scindées en deux groupes inégaux : dans le moins nombreux, l'aisance, il est vrai, était plus grande qu'autrefois, mais dans l'autre plus personne ne savait comment il mangerait entre décembre et juin.* »

Est-ce la faute des « colons » ? Mais il n'y a pratiquement jamais eu un Européen à plus de cent kilomètres à la ronde. Non, en vérité c'est que l'Algérie se trouve encore au dessous du seuil des populations adaptées. A la fin du siècle précédent, au moment du grand développement du machinisme, certaines nations se sont trouvées au delà de ce seuil et tout désormais leur profita, d'autres étaient en deçà et jamais depuis elles n'ont véritablement comblé leur retard. Les premières ont des civilisations agricoles archaïques, les secondes des civilisations de type industriel. A chaque groupe correspond un type de natalité qu'il est vain d'essayer de changer sans changer tout le reste : chaque civilisation forme un tout. Changer un détail sans parvenir à changer l'ensemble active le mal. Là est le malheur de l'Algérie. Non pas l'exploitation du « colon » mais le choc de

deux civilisations, car — c'est une autre loi sociologique — les structures traditionnelles se sont effondrées sous ce choc. Dans un premier temps de l'effort de la France, c'est une aggravation de la condition des populations qui en est résultée : la population a augmenté dans des proportions considérables, les troupeaux aussi qui ont dévasté les semences et donc diminué les ressources. « *Tout, maintenant s'effondre ou va s'effondrer : les arts, les techniques et toutes les ingénieuses coutumes qui permettaient à un groupe humain de vivre à peu près en paix.* »

Le contact de ces deux civilisations était inévitable, mais la présence et l'effort de la France ont accéléré et aggravé le phénomène. Tout-ce-que-la-France-a-fait et Tout-ce-que-la-France-n'a-pas-fait forment un mélange extrêmement explosif. Nous les avons conduit au milieu du gué, nous devons achever de le leur faire traverser.

C'est sur ce plan, *moral* disons-le, moral devant la pression des faits que Germaine Tillion place le problème et répond avant la lettre à Raymond Aron. Elle analyse rigoureusement tout ce qui lie dans les faits l'Algérie à la France, la nécessité pour les Algériens d'un marché du travail privilégié dans la Métropole par exemple, et ce qui lie la France à l'Algérie, qui tient en grande partie dans ce qu'elle lui doit.

L'unique chance que possède l'Algérie de ne pas s'effondrer dans une effroyable régression passe par la France. Celle-ci doit faire un effort certes considérable pour lui laisser une chance de passer un jour le seuil. Cet effort est considérable, Germaine Tillion le chiffre avec le maximum de précision : il est de l'ordre de 400 milliards par an. Excède-t-il la possibilité française ? C'est ce que coûte la guerre qui chaque jour diminue la chance de l'Algérie !

Toutes les analyses de Germaine Tillion sont passionnantes, analyses de cette extraordinaire symbiose unique au monde que constituent la France et l'Algérie. Le livre fourmille de petits faits et de lois à l'échelle de la planète qui pulvérisent les grandes proclamations théoriques. C'est là le vrai respect des êtres. On y éprouve le plaisir de retrouver le réel et aussi le plaisir qui se lève d'une amitié intelligente pour les hommes.

Bernard VORGE.

Deux romans :

Françoise Sagan : « *Dans un mois, dans un an* » (Ed. Julliard).

Disons tout de suite que nous n'avons lu aucun des deux premiers romans de Françoise Sagan. Et disons-le tout de suite parce que, s'il est toujours difficile de juger une œuvre qui a pris brusquement une autre dimension qu'elle-même, qui est devenu une sorte d'événement sociologique, cela devient encore plus difficile de juger la suite de cette œuvre. L'on s'habitue, ou l'on se prend à douter du bien-fondé de son jugement, l'on se lasse aussi de ses réactions. Et tel qui a péremptoirement apprécié les première œuvres se sent obscurément amené à prouver sa liberté d'esprit : un beau jour, sans que l'on comprenne bien pourquoi, le nouveau roman lui semble cette fois nettement supérieur ou nettement inférieur aux précédents. Ce n'est plus que sa propre continuité que chacun finalement considère et apprécie.

Nous n'avons donc lu aucun des précédents romans de Françoise Sagan et n'avons aucune animosité contre son *personnage*. Nous avons abordé *Dans un mois, dans un an* avec curiosité et sympathie.

Mais bientôt un curieux phénomène se produit. L'esprit devient pâteux. Après chaque pause de lecture, il devient un peu plus difficile de la reprendre. L'on peu douter d'abord, mais bientôt l'évidence éclate. Dieu, que c'est ennuyeux ! Il faut une énergie soutenue pour parvenir au bout du mince volume. Il est difficile d'y croire : c'est cela l'œuvre qui a soulevé une si grande rumeur ? La caractéristique essentielle de ce dernier roman est en tout cas un mortel, un insurpassable ennui.

L'éditeur parle de Racine à propos de cette œuvrette. A part le titre — hémistiche tiré de *Bérénice* — qu'a-t-il à faire la dedans ! Parce que neuf personnages jouent au jeu bien connu des petits chevaux de bois, chacun en aimant un autre qui ne l'aime pas mais aime le suivant ? S'il suffisait de cela pour évoquer Racine, ce serait par trop facile. Non, ce ne peut être que le fameux ennui de l'Orient désert !

Si encore l'on pouvait arguer : mais précisément, c'est cela son sujet, c'est l'ennui qu'elle a voulu peindre. Le problème est banal au théâtre. Pour *jouer* la maladresse, il ne suffit pas d'un acteur maladroit. Celui-ci ne fera qu'un trou, un blanc, quelque chose de négatif : il n'évoquera nullement la maladresse. Si ces personnages avaient quelque intelligence, quelque consistance, leur ennui serait quelque chose. Mais ils nous paraissent tous d'une parfaite et totale sottise. Entre l'actrice qui

préfère les déjeuners entre femmes parce qu'elle a lu que cela faisait américain, la jeune personne qui déclare gravement : « *Vous allez bien avec votre appartement, Fanny, je crois que c'est rare... (Le mien) je ne crois pas qu'il m'aille, d'ailleurs je n'ai jamais l'impression que les décors m'aillent. Les gens quelquefois* », l'auteur gris de mauvais romans — celui-là nous n'y croyons que trop — dont on nous inflige tous les débuts possibles de ses mauvais romans, nous cherchons en vain quelque point solide auquel se raccrocher. Faire répéter dix fois à un personnage « belle et violente » pour caractériser la femme qu'il désire — et le mettre entre guillemets — montre peut-être la fatigue du personnage, mais sûrement celle de l'auteur. Le vide de l'expression sur le vide de la pensée n'a jamais donné un plein.

Tout cela évoque par trop l'idée de pièce de théâtre qu'avait eu un jour Jarry. Le rideau se levait sur une société en train de commencer à dîner. L'on servait les premiers plats, chacun mangeait réellement en devisant des menus faits de la journée et de ses petits intérêts. Puis la soirée se déroulait ainsi jusqu'au départ des invités, dans son temps réel, sous les yeux hébahis des spectateurs attendant quelque événement et hésitant à comprendre. Nous nous sentons de plus en plus au fur et à mesure de la lecture dans la peau de ces spectateurs.

Emmanuel Berl nous disait ces jours-ci que ce roman n'était pas sans évoquer certains de 1925, ceux de Drieu de cette époque notamment : une poursuite sexuelle créant une atmosphère volontairement floue entre des personnages à peine esquissés, n'apparaissant qu'en silhouettes. Cela est bien excitant pour l'esprit. Mais, chez Drieu, il y avait tout de même une tension secrète, de la chair et du sang, quelque chose craquait sous la dent.

Tandis qu'ici ! Il y a bien quelques notations assez justes de l'auteur, assez fines, oui, mais d'une finesse bien maigre, maigre, filiforme. Tout cela d'ailleurs est calciné au feu d'un métier certain et d'une petite intelligence très sèche. C'est un paysage nocturne, mais de cette nuit des bars où les visages sont blafards et hébétés. C'est un monde linéaire et décharné qui évo que bien plutôt celui de Bernard Buffet. Mais celui-ci se justifie peut-être dans un mode d'expression plastique, il se saisit, dans une peinture, d'un seul regard et dégage parfois la force d'un vision onirique, alors qu'au cours de la lecture — même brève — du roman de Françoise Sagan, l'on a le temps de déceler le vide des personnages autant que la vulgarité de l'inspiration et des *clichés de sensibilité*. Au reste c'est peut-être ce mélange d'une intention décorative et d'une petite musique psychologique qui en forme l'aspect le plus laid.

Bernard VORGE.

Roger Vailland : « *La loi* » (Ed. Gallimard).

C'est l'exact contraire de Françoise Sagan. C'est au sens strict des mots, le jour et la nuit. Françoise Sagan, c'est la maigre nuit des noctambules qui traînent leur désœuvrement ; Roger Vailland, c'est la brutale lumière du plein midi de l'Italie du Sud aux ombres bien noires et bien tranchées, c'est le *solleone*, le soleil-lion sous lequel se déroulent toute l'action et le travail des hommes. Françoise Sagan, c'est l'artifice des grandes villes ; Roger Vailland, c'est la terre, la mer, le désir. Lorsque Françoise Sagan dit « une main », on ne voit rien qu'un signe décharné, une facilité pour poursuivre la ligne commencée ; lorsque Roger Vailland dit « une chaise », la chaise est là devant nos yeux, on voit les veines du bois, on en sent l'odeur, on découvre les blessures que lui a fait l'usage quotidien, la main déjà s'y porte pour la tenir et la déplacer. C'est difficile à expliquer, c'est un mystère.

La loi est au centre de l'ouvrage. Mais la loi, c'est beaucoup de choses, c'est une série de symboles concentriques qui chaque fois reproduit à une plus grande échelle l'image du précédent. La loi est, paraît-il, un jeu qui se pratique dans toute l'Italie du Sud. Le sort, cartes ou dés, désigne un *patron*. Celui-ci, le temps qu'une cruche de vin soit vidée par la compagnie des joueurs, a le droit de faire subir à ses partenaires toutes les vérités dont il lui sera bon de se délivrer. Affirmations, insinuations, questions, tous les styles sont permis. Les perdants sont en son pouvoir : le silence et l'immobilité constituent tout l'art de la riposte.

Ce rapport de force, auquel le hasard donne ici sa forme la plus pure, se répercute à l'infini en longs échos. « *Telle fut la première idée que le jeune Matteo se fit de la hiérarchie sociale. Chacun attend quelqu'un et fait attendre quelqu'un d'autre. Seul Dieu n'attend personne et seul l'ouvrier agricole n'a personne à faire attendre* ». Hors ces deux extrémités, chacun est simultanément gagnant et perdant à l'universel jeu de la Loi : chacun a droit de tout exiger de certains et devoir de tout supporter d'autres. Si des esprits chimériques rêvent de renverser la table de jeu, les plus sages tentent de grimper le long de l'échelle afin de faire subir la Loi au plus grand nombre et de la subir le moins possible. Mais à ce jeu les seuls atouts ne viennent pas du hasard, ni toujours de la naissance ou de l'argent, il y a le don, il y a la grâce.

Aussi bien la Loi ne se limite-t-elle pas aux rapports sociaux. Elle domine également les relations amoureuses. Et tel qui a partout imposé sa loi tombe un beau jour sous le joug d'une présence plus mystérieuse ou plus rétive. La dialectique de la

force est aussi la dialectique du masculin et du féminin, la dialectique de la séduction.

Comme à la surface d'une eau calme les première gouttes de pluie, tous les efforts pour vivre forment à la surface de la société cette multitude de cercles qui s'agrandissent, se coupent, se renforcent ou se contrarient. C'est la loi de la vie qu'aucune formule n'enferme. Et comme tous les grands livres, celui de Roger Vailland en suit le rythme. Chaque scène est à l'image de l'ensemble, comme chaque existence à l'image du destin. Les pages ne s'additionnent pas, l'œuvre pousse, grandit, se développe. Le thème est unique, les variations infinies.

A Manacore, petit port des Pouilles sur la côte Adriatique, nous nous attachons très vite à ce monde grouillant de personnages, à Matteo Brigante, maître occulte de la ville, à Mariette, fille de misérables ouvriers agricoles, à Don Cesare, le riche propriétaire. Nous suivons tous les coups du jeu, les ascensions et les déclins.

A travers toutes les phases de la partie, nous devinons vite que la seule Loi qui n'ait rien à faire ici est la loi des législateurs, théorique et abstraite, mais que la grande Loi est celle du *Sud*, de ce sud italien encore tout féodal. La loi du Nord y échoue, s'y enlise, comme venant d'une autre société à un autre stade d'évolution ; aucune réalité n'y correspond et ne peut l'habiter. Ici c'est encore la grande Loi naturelle, traditionnelle, organique, dirait-on, Loi de la force et du viol — auquel Vailland revient souvent — que l'on admet avec un secret plaisir comme un ballet du beau geste et de l'esquive, de la grâce et de la ruse, du corps et de l'esprit. Comme une provocation à vivre davantage.

Roger Vailland est d'extrême-gauche, nous dit-on. Nous voulons bien le croire, mais il est heureux qu'on nous le dise, car il ne serait pas facile de le deviner ! Si c'est cela qui lui donne ce merveilleux sens de l'objet, cette admirable manière d'évoquer les techniques d'hommes, alors tant mieux. Mais d'où lui vient ce goût des sociétés traditionnelles et l'intuition de leurs prolongements ? Peut-être de son plaisir au libertinage qui est au fond chez lui une interrogation pudique. Celui-ci s'exprime cette fois dans une langue plus subtile que jamais, nourrie, joyeuse, sarcastique avec détachement. Si libertinage il y a, ce n'est pas celui tout efflanqué de la Ville, habitude que l'on poursuit *pour faire comme toute le monde* — comme celui que voudrait évoquer Françoise Sagan — mais celui d'une société encore au contact avec les grandes pulsations de l'Univers. S'il y a un mystère dans le talent de Roger Vailland, c'est décidément celui de la vie.

Bernard VORGE.

La liberté intellectuelle au-delà du rideau de fer

Une déclaration solennelle et écrasante du Professeur Alfred Kantorowicz qui vient de demander asile à l'Allemagne de l'Ouest

---

Nous publions ci-après les passages essentiels d'une déclaration faite ces jours derniers à la Radio libre de Berlin et à la Radio allemande par l'écrivain et professeur communiste bien connu, Alfred Kantorowicz, qui vient de s'évader de la zone soviétique de Berlin pour demander asile à l'Allemagne de l'Ouest.

Après avoir quitté l'Espagne en 1938, Kantorowicz se retira pour rédiger son « journal d'Espagne », dans un petit village français où il vécut, grâce à une bourse que lui firent avoir Thomas Mann et le prince Hubertus von Loewenstein ! Pendant la guerre, il fut mis dans un camp d'où il s'échappa, vécut dans « l'illégalité », puis, grâce aux secours matériels d'Ernest Hemingway et aux interventions politiques d'Ellen Wilkinson, qui était alors ministre britannique de la *Home Security*, put s'enfuir dans la cale d'un cargo à la Martinique !

En décembre 1946, il revient à Brême d'où il retourne à Berlin, pour y continuer la publication d'une revue fondée par lui : *Ost und West*. (L'Est et l'Ouest).

Alfred Kantorowicz, membre du parti communiste depuis plus de vingt--six ans, était, comme on pourra s'en rendre compte

par les fonctions qu'il occupait à Berlin-Est, un des représentants les plus éminents du monde littéraire et scientifique de la zone soviétique. Il était généralement considéré comme le représentant le plus parfait des idées communistes. L'appréciation qu'il donne ici de ce régime ne saurait donc lui avoir été dictée par des motifs d'intérêt ou de vanité. Elle est incontestablement la réponse la plus catégorique qui ait été faite jusqu'ici aux affirmations récentes du ministre Johannes R. Becher d'après lequel « le but de la République démocratique allemande est d'assurer la liberté de la création artistique. »

***

« Aujourd'hui (26 août 1957), j'ai abandonné le territoire soumis à l'autorité brutale d'Ulbricht et renoncé par là à mes fonctions de professeur de littérature allemande contemporaine, de directeur de l'Institut d'études germaniques et de chef du cours d'orientation pour lesdites études à l'université de Humboldt (de Berlin) ; à mon travail de directeur des Archives de Heinrich Mann à l'Académie allemande des Beaux-Arts, d'administrateur des œuvres posthumes et d'éditeur des œuvres complètes de mon vénéré maître et ami Heinrich Mann, à la co-direction des Archives de Thomas Mann à l'Académie allemande des sciences et, enfin de compte à mes contrats d'édition.

« Je laisse derrière moi — sans parler de mes biens matériels — ma bibliothèque de travail contenant 8.000 volumes environ, dont plusieurs milliers sont enrichis de notes marginales, d'observations, de remarques sans nombre qui devaient servir de base à mes travaux essentiels à venir ; de même, à quelques exceptions près, mes manuscrits, mes archives, mes collections de matériaux, mes documents et mes échanges de correspondances avec un grand nombre d'amis du monde entier, parmi lesquels Heinrich et Thomas Mann, Ernest Hemingway et Howard Fast, Agnès Smedley, Hermann Hesse et tant d'autres que je ne veux pas nommer ici pour ne pas les exposer, eux ou leurs descendants, au danger.

« Enfin, cette décision radicale m'oblige à prendre congé pour longtemps, sinon pour toujours, d'amis et de compagnons

d'armes époques de notre résistance commune au régime nazi, de camarades qui, croyant de bonne foi défendre la cause de la justice, ont exposé leur vie à mes côtés dans les Brigades internationales en Espagne — sur les fronts de Madrid, de Prozoblanco, de Teruel, cela va sans dire, et non dans les bureaux d'Albacète, de Valence et de Barcelone — et d'autres avec qui, plus tard, j'ai partagé les camps de concentration et les prisons.

« Finalement, je dois aussi dire adieu à mes vénérés collègues de la faculté de philosophie de l'université Humboldt, à mes assistants, à mes candidats, à mes étudiants, à mes collaborateurs scientifiques et littéraires. Tous désormais vont être contraints de me couvrir de crachats, de me calomnier, de m'accuser de trahison, d'apostasie, que sais-je encore ? et cela uniquement parce que je me vois dans la nécessité de rompre avec le régime d'Ulbricht afin de rester fidèle à moi-même.

« Comprend-on maintenant que j'aie toujours différé, d'année en année, cette radicale décision, dans l'espoir désespéré que cet excès de brutalité, de sottise, de violence, d'injustice, cette vague infinie et boueuse de mensonge, cet écrasement de la liberté intellectuelle ne seraient que les convulsions d'une période de transition, et que. de ces terribles douleurs de l'enfantement, naîtrait enfin une société nouvelle où la justice sociale et la liberté individuelle aboutiraient à un bienfaisant compromis. Pendant vingt-six ans, depuis mon entrée au parti communiste, en septembre 1931, je me suis cramponné à ce rêve.

« Après les événements de l'an dernier, du 17 juin jusqu'à la tragédie hongroise qui — croyez-le bien — a été pour bon nombre de vieux communistes un drame déprimant pour le cœur et déchirant pour les nerfs, après la nouvelle vague de terrorisme dirigée plus particulièrement contre les intellectuels, sous les aboiements des séides infâmes d'Ulbricht, j'ai finalement perdu toute espérance, que dis-je, toute illusion quant à la possibilité de voir un monde nouveau, un monde meilleur naître d'une telle lie. Je ne peux plus désormais me refuser à constater ce qui s'est depuis longtemps imposé à moi, ce que toujours j'ai refoulé avec douleur : le tragique paradoxe qui

m'a amené à contribuer pour ma toute petite part à réaliser précisément ce contre quoi je m'imaginais combattre : l'injustice, l'exploitation des travailleurs, l'asservissement spirituel des intellectuels, le despotisme arbitraire d'une clique d'êtres indignes qui déshonorent l'idée socialiste. Non, je ne pouvais plus fermer les yeux devant ce phénomène presque mythique grâce auquel, tandis que nous croyions naïvement lutter pour la liberté et le droit, contre le fascisme et la barbarie, le « fascisme » et la barbarie avaient droit de cité derrière nous, en paroles, en actions, en esprit, dans les bureaux des *apparatchiks* (les fonctionnaires du régime).

« Nous nous étions pourtant vraiment imaginé que nous luttions pour le gouvernement du peuple, et nous nous trouvions empêtrés dans une dictature de fonctionnaires. La Chambre du peuple était une Chambre de fonctionnaires. La Sécurité du peuple était la Sécurité des fonctionnaires. Les entreprises spécifiquement populaires étaient des entreprises appartenant spécifiquement aux fonctionnaires, où les travailleurs ont perdu leurs droits fondamentaux de travailleurs, ceux pour lesquels ils ont lutté et souffert pendant tout un siècle, et où, dans un semi-servage, ils sont contraints par des caïds-fonctionnaires à former constamment des équipes d'exception, à faire des heures supplémentaires, à fournir des rendements extrêmes.

« Et c'est pourquoi plus difficile à supporter que tout ce que j'ai abandonné était la suffocation qui m'oppresse depuis des années, le fait d'avoir été obligé de garder le silence devant cette iniquité, ce mensonge, devant cette violence, au risque de perdre la liberté et la vie et, ce qui est plus grave encore, d'avoir servi par ma seule présence, par mon activité publique de professeur d'université et d'écrivain — bien que, depuis des années, je n'aie publié en général que des travaux scientifiques ou littéraires sur des sujets assez éloignés dans le temps — d'avoir servi, dis-je, de garant à l'abominable despotisme de la clique d'Ulbricht.

« Non, je n'en pouvais plus. Pour me servir des paroles de Thomas Mann que j'ai bien souvent citées dans mes livres et qui se sont dressées cent fois devant moi, comme une admonestation, dans mes nuits insomnieuses des dernières années, « je n'aurais pu ni vivre, ni travailler, j'aurais étouffé si, de

temps à autre et pour quelque temps, je n'avais pu, comme disaient les peuples antiques, laver mon cœur, si je n'avais pu exprimer sans détour mon insondable dégoût pour tout ce qui chez nous a été fait en paroles méprisables et en actes plus méprisables encore. »

« Et c'est pourquoi, à 58 ans, je dois une fois de plus tout laisser maintenant derrière moi et recommencer par le commencement. Ce n'est pas là pour moi une expérience neuve. J'ai déjà dû la faire plusieurs fois dans ma vie. Tout d'abord en février 1933 lorsque, avant même l'incendie du Reichstag, le gouvernement nazi à peine arrivé au pouvoir lança contre moi un mandat d'amener, en raison de mon activité farouche en qualité de chef de ce qu'on appelait « le bloc rouge » de la colonie d'artistes de la place de Laubenheim. Plus tard encore, en 1940, en France où, de nouveau, j'ai dû abandonner tous mes livres et tous mes manuscrits, pour arriver tout juste à me sauver. Cette fois-là aussi il n'était que temps !

« Le système Ulbricht récemment renforcé n'aurait pas hésité plus longtemps à faire son procès à sa manière à l'éternel frondeur que je suis. Je ne veux ni dramatiser ni exagérer, mais, on le sait, j'étais depuis assez longtemps menacé. Les rumeurs concernant mon arrestation imminente ou même déjà advenue n'ont pas cessé de circuler en Allemagne et à l'étranger depuis l'automne de l'année dernière. J'avais commis certains actes de nature à provoquer ces suppositions. Ma déclaration de guerre sans ambages avait paru pendant la période très brève qui suivit le discours de Khrouchtchev au 20e Congrès du parti, au moment où le désarroi des fonctionnaires laissait quelque champ libre à l'opinion pour s'exprimer. Ce fut le 14 juin 1956 dans la *Berliner Zeitung,* journal très répandu.

« Cet article avait pour titre : *Conscience et Prémoniteur du peuple,* et le crédo que j'y exprimais est ainsi conçu :

« Heinrich Mann, au début de son exil, nous a donné à tous une leçon qui n'a rien perdu de sa valeur : *être mis au pas plutôt qu'au rancart, voilà un traitement dont un banquier peut à la rigueur se contenter. Un écrivain ne le peut pas.* Il ne saurait y avoir de littérature que là où l'esprit est lui-même une puissance, au lieu d'en être réduit à abdiquer et à s'incliner devant des forces ennemies de l'esprit. Heinrich Mann, lui qui

toute sa vie a aspiré à associer l'esprit et l'action, savait que toujours, et toujours de nouveau, l'esprit doit entrer en lutte avec le pouvoir et que, lorsque le pouvoir dégénère en force ennemie de l'esprit, l'écrivain a le devoir de se taire plutôt que de se mêler au chœur des complimentateurs pour chanter les louanges des puissants. Mieux vaut être mis au rancart pour des années, et même pour des dizaines d'années, voire pour toute sa vie, plutôt que de parler comme le veulent les plus forts. C'est là, dans le double sens d'ardeur, de souffrance et de chemin de croix, que se situe la passion du grand écrivain, comme le veulent les plus forts. de celui qui, par son œuvre et sa vie, veut acquérir le droit de servir de modèle aux générations futures ».

« Un peu plus loin, dans le même numéro du journal, j'ajoutais :

« Nous avons pourtant été instruits, précisément pendant ces derniers mois, par des exemples extraordinaires et qui nous ont tous profondément bouleversés, du fait que le pouvoir peut dégénérer en violence... Dans ce cas-là, un écrivain digne de ce nom a pour mission de représenter au nom de son peuple l'opposition de l'esprit. L'écrivain qui, par goût du bien-être prête sa voix au pouvoir même quand celui-ci est mal employé, perd sa dignité... Mais, lorsque, à certains moments, la violence est tellement forte qu'elle est en mesure d'étouffer toute opposition, alors l'écrivain doit se taire plutôt que de joindre sa voix à celle des panégyristes de la force. Même son silence aura son éloquence ». Voilà ce qui a paru sous ma signature dans la *Berliner Zeitung*.

« Ce n'étaient pas là de vaines paroles. Je me suis comporté en accord avec elles. Lorsque, après les tragiques événements de Hongrie, la brutale réaction de la clique d'Ulbricht rentra en action, en première ligne contre les intellectuels, l'Association des Ecrivains se vit contrainte de publier une déclaration de dévouement à l'autorité infaillible, qui dut être signée effectivement par les membres du Bureau, au nombre de plus de quarante. Je refusai de donner ma signature. C'est plus facile à dire que cela ne fut à faire. On m'a harcelé, assiégé, menacé...

« Je ne veux dire que quelques mots de ce qui suivit, afin de faire comprendre que, même pour d'autres motifs, le temps de

fuir était plus qu'imminent pour moi. Au mois de février ou de mars — je ne me souviens plus de la date exacte — les invectives furieuses d'Ulbricht contre le savant littérateur et philosophe hongrois Georges Lukacz, avaient trouvé un écho parmi les petits aboyeurs. Je reçus alors, sans doute en ma qualité de directeur de l'Institut d'Etudes germaniques de l'Université Humboldt, une invitation de l'Académie suédoise de Stockholm me priant de présenter un candidat au prix Nobel.

« J'adressai alors au Comité du prix une proposition conçue en termes mesurés et réfléchis tendant à faire décerner le prix Nobel de littérature à Georges Lukacz, comme étant, parmi tous ceux que je connaissais, celui qui depuis la mort de Bertolt Brecht en était le plus digne. Je mis cette lettre à la boîte à Pankow et fis savoir partout à l'Université que j'avais fait cette proposition. On dira que c'était là une démonstration ridicule et superflue. Et pourtant, c'était autre chose. En tous cas, cela m'aida de nouveau à supporter pendant quelques semaines la menace d'asphyxie...

« Je sais maintenant que, si j'étais resté, on aurait exigé de moi des choses que je n'aurais pas pu accepter sans me renoncer à moi-même...

« Je prie donc les autorités compétentes de la République fédérales de m'assurer protection, asile et les droits de citoyen dans la partie de mon pays où elles assurent le bon ordre... »

(Présenté et traduit de l'allemand
par Eugène Bestaux).

MOUVEMENT UNIVERSITAIRE POUR LE MAINTIEN DE LA SOUVERAINETÉ FRANÇAISE EN ALGÉRIE

NOTE SUR LE COLLÈGE UNIQUE

Alger, le 12 *septembre* 1957.

A l'occasion des débats parlementaires sur le futur statut de l'Algérie, le Mouvement Universitaire tient à faire connaître les raisons pour lesquelles la population européenne d'Algérie reste foncièrement hostile à l'adoption du collège unique pour les élections aux différentes assemblées dont l'Algérie pourrait être dotée.

Universitaires français, sans esprit de parti, libres de tout intérêt matériel et uniquement soucieux d'objectivité, nous pensons qu'il est de notre devoir d'exposer ces raisons. Nous espérons qu'on consentira à les examiner avec l'attention que mérite l'opinion de plus d'un million d'hommes qui veulent rester français et dont les idées politiques, pour étranges qu'elles puissent paraître vues de la Métropole, n'en sont pas moins profondément justes et pleines de bon sens, quand on les replace dans le climat et les circonstances qui les ont fait naître.

***

Le projet de loi-cadre reconnaît en Algérie l'existence de « communautés ethniques à peu près imperméables et rebelles à la fusion » pour reprendre les termes mêmes d'un de nos ministres.

Le projet de loi-cadre insiste, avec raison, sur la nécessité d'assurer la coexistence de ces communautés et leur libre développement.

Or, l'une des mesures prévues par ce projet, c'est-à-dire l'application systématique et uniforme du collège unique aux différentes assemblées dont l'Algérie sera dotée, aura pour effet, comme nous allons le voir, d'entraver le libre développement d'une des communautés, et d'en provoquer la disparition.

***

Le collège unique favorise une catégorie de citoyens au détriment des autres.

Tous les citoyens bénéficient, en Algérie, des mêmes droits ,mais ne sont pas assujettis aux mêmes devoirs.

Les uns, dits de « statut civil », subissent toutes les rigueurs de la loi civile française, sans pouvoir jamais s'y soustraire.

Les autres, dits de « statut personnel », conservent leurs usages et leurs coutumes en ce qui concerne leurs immeubles, leurs successions, la place qu'ils occupent dans la famille et la société.

Dans le Mzab et les territoires du Sud, le droit musulman continue même de régir leurs conventions commerciales.

Bien des dispositions de ce droit local dont bénéficie la majorité de la population musulmane, heurtent l'ordre public français. Outre la polygamie, notons qu'un citoyen musulman a le droit, parce qu'il est musulman, de marier ses enfants sans leur consentement (droit de djerb) ; il est vrai que ce droit de contrainte n'est reconnu que lorsque l'enfant est encore impubère. (1)

Le citoyen musulman, parce qu'il est musulman, a le droit de répudier sa femme sans motifs légitimes, et de pratiquer l'adultère (seul est illicite ,en droit musulman, l'adultère de la femme).

Mais ces privilèges sont peu de choses en face de la possibilité qu'a le citoyen de « statut personnel » de faire ce qu'on appelle « l'option de législation », c'est-à-dire de se soumettre, pour un acte déterminé, à la loi française, sans renoncer pour le reste à son statut personnel.

« La loi française ne s'applique qu'à l'acte particulier pour lequel l'option a été faite. Pour tout le reste, le citoyen de statut local reste soumis à sa loi personnelle ». (Lambert, Manuel de Législation Algérienne, p. 270).

Ainsi le citoyen de statut personnel peut, à sa guise, choisir entre la loi musulmane et la loi française, se marier, comme il lui plait, devant le maire, ou le cadi, ou tout simplement devant la famille, ester et tester, répudier, selon le mode de son choix et cela bien qu'il soit citoyen français.

Ainsi les citoyens de statut local, c'est-à-dire la majorité des musulmans, sont, en droit civil, des citoyens privilégiés, ce qui explique que peu d'entre eux aient renoncé à leur statut personnel pour adopter le statut civil français.

L'application du collège unique ne pourrait donc se concevoir que si tous le citoyens français avaient en Algérie le même statut et les mêmes devoirs.

Actuellement le collège unique aboutirait à mettre une minorité sous la dépendance d'une majorité de citoyens juridiquement privilégiés.

***

Le collège unique c'est l'écrasement d'une minorité sous la loi du nombre.

Il ne s'agit pas de réclamer le double collège là où il n'y a qu'une communauté et où les européens ne sont que quelques individus, comme, par exemple, dans l'arrondissement de Tizi-Ouzou, où l'on compte moins de 6.000 européens en face de 575.000 musulmans.

Quand il n'y a pas pluralité de communautés, il ne peut y avoir pluralité de collèges.

Mais quand la communauté européenne existe, quand elle forme un groupement important, comme par exemple dans l'Algérois

(1) Lambert : Manuel de Législation algérienne, p. 273.

(428.000 européens pour 2.675.000 musulmans) ou dans l'Oranais (405.000 européens sur 1.774.000 musulmans), c'est alors que le double collège est indispensable pour éviter l'écrasement d'une communauté qui, quelle que soit son importance ou sa vitalité, est toujours une minorité.

Il n'existe pas de dispositions qui, dans le cadre du collège unique, puissent éviter que les voix européennes ne soient noyées dans la masse des voix musulmanes.

Est-il besoin de dire que tout « trucage » électoral serait fort mal vu de la population.

Si l'on adopte le collège unique, il faudra bien jouer le jeu jusqu'au bout et en accepter les extrêmes conséquences, c'est-à-dire l'écrasement de la communauté européenne.

⁂

Le collège unique interdit une représentation européenne authentique.

C'est l'inconvénient le plus grave du collège unique.

Les musulmans étant partout majoritaires, il est évident que, dans le cadre du collège unique, les européens ne pourront être élus, dans la plupart des cas, qu'avec l'appui décisif des voix musulmanes.

Pourra-t-on parler, dans ces conditions, de représentation authentique de la population européenne ?

⁂

Le collège unique entraîne l'asphyxie d'une communauté.

L'adoption du collège unique aura pour effet de décourager les français de Métropole qui auraient l'intention de venir se fixer en Algérie.

Si le collège unique avait été adopté par Napoléon III, lors de sa politique du Royaume Arabe, combien d'Alsaciens-Lorrains auraient consenti, après 1870, à émigrer dans le bled algérien ?

L'adoption du collège unique paraît contradictoire avec la politique gouvernementale actuelle qui tent à faire venir en Algérie un grand nombre de fonctionnaires, d'agriculteurs, de cadres administratifs. Serait-ce pour les priver pratiquement du bénéfice de leurs droits politiques ?

Le collège unique c'est la fin du renouvellement de la communauté européenne.

⁂

Le collège unique c'est également la fin du vieux rêve de Bugeaud : l'implantation dans le bled, dans les campagnes, de centres de colonisation européens.

Avec le collège unique, l'européen ne sera plus représenté en dehors des villes, que par quelques fonctionnaires isolés.

C'est la perte du bled, de tout l'arrière-pays *et c'est en définitive le but recherché par la rébellion.*

Le collège unique entrainera ensuite le regroupement des européens autour des villes, puis le repli sur une étroite bande côtière après élimination des musulmans ; on en arrivera alors à une véritable « Israélisation » de l'Algérie.

***

Le collège unique c'est, pour des raisons électorales, *le repli sur soi-même de la communauté européenne,* et par conséquent c'est *l'impossibilité de toute fusion dans l'avenir entre la communauté musulmane et la communauté européenne.*

***

Enfin le collège unique c'est, pour une population meurtrie, désespérée, privée depuis deux ans de ses droits électoraux, le signal du départ définitif.

Pense-t-on suffisamment aux conséquences qu'aurait, à elle seule, la promesse du collège unique dans l'esprit de ceux qui le considèrent comme leur arrêt de mort ? Car ils sont plus d'un million à penser que le collège unique c'est la mort de leur communauté.

***

L'Algérie Française sans les Français ?

Si l'Algérie est française, c'est grâce aux Français qui, depuis plus de cent ans sont venus s'y fixer. Aucune loi-cadre, aussi parfaite soit-elle, ne pourra, à elle seule, maintenir l'Algérie dans la République française.

L'Algérie ne restera française qu'à condition que les Français puissent y rester.

Le Gérant : Jacques POILLOT.

Imprimerie Maurice MIDOL, Montargis (Loiret)

N° d'impression : 893. Dépôt légal : 4e trimestre 19[illegible]

sur
c'est
sauté

résea-
du

seuls,
sidé-
on à
é.

epuis
rfaite
l'épo-

nçais

E

)

1987.